



C-51

Second Session, Thirty-fifth Parliament,
45 Elizabeth II, 1996

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-51

An Act respecting the water resources of Nunavut

First reading, June 14, 1996

**Bill
Projet de loi**

**Schedule
Annexe**

C-51

Deuxième session, trente-cinquième législature,
45 Elizabeth II, 1996

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-51

Loi concernant les ressources en eau du Nunavut

Première lecture le 14 juin 1996

**Summary
Sommaire**

**Table of Provisions
Table analytique**

THE MINISTER OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN
DEVELOPMENT

LE MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD
CANADIEN

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “An Act respecting the water resources of Nunavut”.

SUMMARY

This enactment implements the water management provisions of the land claims agreement between the Inuit of the Nunavut Settlement Area and Her Majesty the Queen in right of Canada. It establishes a new institution of public government, the Nunavut Water Board, the members of which are appointed by the Minister of Indian Affairs and Northern Development.

The Nunavut Water Board is given powers that are similar to those given to the Northwest Territories Water Board pursuant to the *Northwest Territories Waters Act*. The Board’s primary function is to license uses of water and deposits of waste. The Board is required, in the exercise of that licensing power, to consider any detrimental effects of a potential use of waters or a deposit of waste on other water users and is to hold, where appropriate, public hearings.

The enactment incorporates the particular requirements of the Agreement. The main one is that the Board is prohibited from issuing, renewing or amending a licence in respect of a use of waters or a deposit of waste that may substantially alter the quality, quantity or rate of flow of waters through Inuit-owned land unless the applicant has entered into an agreement with the Inuit to compensate for any loss or damage that may be caused by the alteration or the Board has made a determination of the appropriate compensation. The enactment also recognizes the special rights of Inuit in water on or flowing through their land.

The Nunavut Water Board is required to work closely with the Nunavut Planning Commission in the development of land use plans that affect water and the Nunavut Impact Review Board in relation to the assessment of environmental and socio-economic impacts of water-related project proposals in Nunavut.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l’affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi concernant les ressources en eau du Nunavut ».

SOMMAIRE

Ce texte met en oeuvre les dispositions de l’accord sur des revendications territoriales conclu entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada qui touchent la gestion des eaux. Il attribue cette mission à un nouvel organisme public indépendant, l’Office des eaux du Nunavut, dont les membres sont nommés par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

L’Office des eaux du Nunavut est investi de pouvoirs comparables à ceux que confère la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* à l’Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest. Il s’agit principalement de l’attribution de permis pour l’utilisation des eaux et le dépôt de déchets. L’exercice de ce pouvoir est subordonné à la prise en compte des répercussions de l’activité proposée sur les autres utilisateurs des eaux et comporte au besoin la tenue d’enquêtes publiques.

Le texte reprend les exigences particulières de l’Accord, dont la principale interdit à l’Office de délivrer, de renouveler ou de modifier un permis relatif à une activité — utilisation des eaux ou rejet de déchets — de nature à modifier sensiblement la qualité, la quantité ou le débit des eaux situées sur des terres inuit ou les traversant, à moins que le demandeur de permis ait conclu avec les Inuit un accord d’indemnisation relativement aux pertes ou dommages susceptibles d’en résulter ou, à défaut, que l’Office ait lui-même fixé l’indemnité à payer. Le texte reconnaît en outre les droits spéciaux des Inuit sur les eaux situées sur leurs terres ou les traversant.

L’Office des eaux du Nunavut sera tenu de collaborer étroitement avec la Commission d’aménagement du Nunavut pour l’élaboration des plans d’aménagement du territoire dans la mesure où ils concernent les eaux, et avec la Commission d’examen des projets de développement du Nunavut pour l’examen des répercussions socio-économiques et environnementales des projets de développement mettant en cause les eaux du Nunavut.

EXPLANATORY NOTES

Clause 97: These amendments are consequential on the establishment of a territory of Canada, to be known as Nunavut, by section 3 of the *Nunavut Act*, S.C. 1993, c. 28. That section, which is not yet in force, will come into force pursuant to subsection 79(1) of that Act on April 1, 1999 or on such earlier day as the Governor in Council may fix by order.

NOTES EXPLICATIVES

Article 97. — Les modifications découlent de la constitution du territoire du Nunavut par l'article 3 de la *Loi sur le Nunavut*, L.C. 1993, ch. 28. Aux termes du paragraphe 79(1) de la même loi, cette disposition entrera en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil, mais au plus tard le 1^{er} avril 1999.

Arctic Waters Pollution Prevention Act

Clause 99: The definition “analyst” in section 2 reads as follows:

“analyst” means a person designated as an analyst pursuant to the *Canada Water Act*, the *Yukon Waters Act* or the *Northwest Territories Waters Act*;

Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques

Article 99. — Texte de la définition de « analyste » à l’article 2 :

« analyste » Personne désignée à ce titre en application de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*, de la *Loi sur les eaux du Yukon* ou de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*.

Northern Canada Power Commission (Share Issuance and Sale Authorization) Act

Clause 100: Section 12 reads as follows:

12. The Minister may, with the approval of the Governor in Council, make an order exempting the Corporation as continued pursuant to section 10 from the requirement to pay fees for the right to use waters or deposit waste pursuant to a licence under the *Northwest Territories Waters Act*.

Loi autorisant l’émission et la vente des actions de la Commission d’énergie du Nord canadien

Article 100. — Texte de l’article 12 :

12. Le ministre peut par arrêté, avec l’agrément du gouverneur en conseil, dispenser la Société, une fois l’article 10 entré en vigueur, du paiement des droits prévus, pour l’utilisation des eaux ou le dépôt de déchets, par le permis délivré à cet effet en application de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*.

Northwest Territories Waters Act

Clause 101: (1) The definition “instream user” in section 2 reads as follows:

“instream user” means a person using waters, otherwise than as described in paragraph (a), (b) or (c) of the definition “use”, to earn income or for subsistence purposes;

Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest

Article 101, (1). — Texte de la définition de « usager particulier » à l’article 2 :

« usager particulier » Personne qui, autrement que pour les utilisations prévues à la définition d’« utilisation », utilise des eaux pour subvenir à ses besoins ou se constituer un revenu.

(2) The definition “territorial lands” in section 2 reads as follows:

“territorial lands” means lands in the Northwest Territories that are vested in Her Majesty in right of Canada or of which the Government of Canada has power to dispose;

(3) and (4) New.

Clause 102: Section 7 reads as follows:

7. With the approval of the Governor in Council and subject to any agreement entered into pursuant to section 5 or 11 of the *Canada Water Act*, the Minister may, on behalf of the Government of Canada, enter into an agreement with a provincial or territorial government providing for the management of any waters

(a) situated partially in the Northwest Territories and partially in a province or the Yukon Territory; or

(b) flowing between the Northwest Territories and a province or the Yukon Territory.

Clause 103: (1) The relevant portion of subsection 8(1) reads as follows:

8. (1) Except as authorized pursuant to the *Dominion Water Power Act*, and subject to subsection (2), no person shall use, or permit the use of, waters in a water management area except

(2). — Texte de la définition de « terres territoriales » à l'article 2 :

« terres territoriales » Terres des Territoires du Nord-Ouest dévolues à Sa Majesté du chef du Canada ou dont le gouvernement fédéral a le pouvoir de disposer.

(3) et (4). — Nouveau.

Article 102. — Texte de l'article 7 :

7. Avec l'agrément du gouverneur en conseil et sous réserve d'un accord conclu en application des articles 5 ou 11 de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*, le ministre peut, au nom du gouvernement fédéral, conclure avec un gouvernement provincial ou territorial un accord prévoyant la gestion des eaux qui sont situées en partie dans les Territoires du Nord-Ouest et en partie dans le territoire du Yukon ou dans une province, ou qui coulent entre les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Yukon ou une province.

Article 103, (1). — Texte du paragraphe 8(1) :

8. (1) Sauf dans la mesure autorisée par la *Loi sur les forces hydrauliques du Canada* et sous réserve du paragraphe (2), il est interdit d'utiliser — ou de permettre d'utiliser — les eaux d'une zone de gestion contrairement aux conditions d'un permis ou sans l'autorisation réglementaire visée à l'alinéa 33(1)m).

(2) The relevant portion of subsection 8(2) reads as follows:

(2) Subsection (1) does not apply in respect of the use of waters

...

(b) by an instream user; or

Clause 104: Subsection 9(1) reads as follows:

9. (1) Except in accordance with the conditions of a licence or as authorized by regulations made under paragraph 33(1)(n), no person shall, subject to subsection (2), deposit or permit the deposit of waste

(a) in any waters in a water management area; or

(b) in any other place under conditions in which the waste, or any other waste that results from the deposit of that waste, may enter any waters in a water management area.

Clause 105: Section 12 reads as follows:

12. The objects of the Board are to provide for the conservation, development and utilization of waters in a manner that will provide the optimum benefit therefrom for all Canadians and for the residents of the Northwest Territories in particular.

Clause 106: The relevant portion of subsection 14(4) reads as follows:

(4) Where an application for a licence is made, the Board shall not issue a licence unless the applicant satisfies the Board that

...

(b) compensation that the Board considers appropriate has been or will be paid by the applicant to any other applicant described in clause (a)(i)(B) but to whom paragraph (a) does not apply, and to

...

(iii) instream users,

Clause 107: The relevant portion of subsection 15(2) reads as follows:

(2). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 8(2) :

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'utilisation des eaux :

[...]

b) par un usager particulier;

Article 104. — Texte du paragraphe 9(1) :

9. (1) Sauf autorisation par règlement pris au titre de l'alinéa 33(1)n) ou aux conditions prévues dans un permis, il est interdit, sous réserve du paragraphe (2), de déposer des déchets — ou d'en permettre le dépôt — dans des eaux d'une zone de gestion ainsi qu'en tout autre endroit dans des conditions qui permettent à ces déchets ou à ceux résultant de leur dépôt d'atteindre ces eaux.

Article 105. — Texte de l'article 12 :

12. L'Office a pour mission d'assurer la conservation, la mise en valeur et l'exploitation des eaux de la façon la plus rentable possible pour les Canadiens en général et les résidents des Territoires du Nord-Ouest en particulier.

Article 106. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 14(4) :

(4) L'Office ne délivre un permis que si le demandeur lui prouve :

[...]

b) qu'une indemnité appropriée a été ou sera payée par le demandeur aux autres demandeurs mentionnés à la division a)(i)(B) mais auxquels l'alinéa a) ne s'applique pas ainsi qu'aux personnes, qu'elles soient ou non dans la zone de gestion visée par la demande, qui ont notifié l'Office dans le délai prévu dans l'avis donné par celui-ci aux termes du paragraphe 23(1) et à qui nuirait l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets projeté, si, au moment de la demande faite conformément aux règlements pris au titre des alinéas 33(1)d) et e), ces personnes étaient :

[...]

(iii) des usagers particuliers,

Article 107. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 15(2) :

(2) In fixing the conditions of a licence, the Board shall make all reasonable efforts to minimize any adverse effects of the issuance of the licence on

...

(c) instream users,

...

who are such licensees, users, depositors, owners, occupiers or holders, whether in or outside the water management area to which the application relates, at the time when the Board is considering the fixing of those conditions, who would be adversely affected by the use of waters or deposit of waste proposed by the applicant, and who have notified the Board in response to the notice of the application given pursuant to subsection 23(1) and within the time period stipulated in that notice for making representations to the Board.

Clause 108: New.

(2) Le cas échéant, l'Office s'efforce, dans la mesure du possible, de minimiser les effets négatifs des conditions — du fait de l'utilisation des eaux ou du dépôt de déchets projeté — sur les personnes mentionnées aux alinéas *a) à h)* qui ont notifié l'Office dans le délai prévu dans l'avis donné par celui-ci aux termes du paragraphe 23(1), qu'elles soient ou non, à ce moment, dans la zone de gestion visée par la demande :

[...]

c) les usagers particuliers;

Article 108. — Nouveau.

Clause 109: The relevant portion of subsection 21(1) reads as follows:

21. (1) The Board may, where satisfied that it would be in the public interest, hold a public hearing in connection with any matter relating to its objects, including, without limiting the generality of the foregoing,

...

(b) an amendment to a type A licence pursuant to which neither the use, flow or quality of waters nor the term of the licence would be altered; and

Clause 110: (1) The relevant portion of subsection 31(1) reads as follows:

31. (1) An applicant for a licence, or a licensee, may apply to the Board for permission from the Minister to expropriate, in accordance with the *Expropriation Act*, land or an interest in land in the Northwest Territories, and where the Minister, on the recommendation of the Board, is satisfied that

Article 109. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 21(1) :

21. (1) L'Office peut, s'il est convaincu qu'elles servent l'intérêt public, tenir des audiences publiques sur toute question qui relève de sa compétence et concerne notamment :

[...]

b) la modification d'un permis de type A qui n'aurait pas de répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau ou sur les conditions du permis;

Article 110, (1). — Texte du passage visé du paragraphe 31(1) :

31. (1) Le demandeur ou le titulaire d'un permis peut demander à l'Office d'obtenir du ministre l'autorisation d'exproprier un bien-fonds ou un droit y afférent conformément à la *Loi sur l'expropriation*; le ministre peut, par écrit, accorder cette autorisation lorsque, sur la recommandation de l'Office, il est convaincu :

(2) Subsection 31(2) reads as follows:

(2) Where the Minister grants permission under subsection (1), the applicant or licensee shall so advise the appropriate minister in relation to Part I of the *Expropriation Act*.

(3) Subsection 31(3.4) reads as follows:

(3.4) Where the applicant or licensee, in mitigation of any injury or damage caused or likely to be caused to lands by an expropriation, undertakes

(a) to abandon or grant, to the owner of the lands or a party interested in the lands, any portion of its lands or of the land being taken or any easement, servitude or privilege over or in respect of the land, and

(b) to construct and maintain any work for the benefit of the owner or interested person,

and the owner or person interested accepts the undertaking, the undertaking is deemed to be an undertaking referred to in paragraph 28(1)(b) of the *Expropriation Act*, and it may be enforced by the Board as if it were a condition of the licensee's licence.

Clause III: New.

(2). — Texte du paragraphe 31(2) :

(2) En cas d'agrément par le gouverneur en conseil, le demandeur ou le titulaire de permis en avise le ministre compétent aux fins de la partie I de la *Loi sur l'expropriation*.

(3). — Texte du paragraphe 31(3.4) :

(3.4) Lorsque le demandeur ou le titulaire d'un permis, pour atténuer un tort ou dommage causé ou susceptible d'être causé à un bien-fonds lors de l'expropriation, convient, selon le cas, de ce qui suit, la convention, si elle est acceptée par le propriétaire ou l'intéressé, est censée être un engagement visé à l'alinéa 28(1)b) de la *Loi sur l'expropriation* et peut être appliquée par l'Office comme si elle était une condition d'obtention du permis :

a) abandonner ou accorder au propriétaire du bien-fonds ou à la partie intéressée une partie de ses biens-fonds ou du bien-fonds dont le demandeur ou le titulaire de permis prend possession, une servitude, active ou passive, ou un privilège relatif à ces terrains;

b) construire et entretenir quelque ouvrage pour le bénéfice de ce propriétaire ou de la partie intéressée.

Article III. — Nouveau.

Yukon Waters Act

Clause 113: (1) The definition “instream user” in section 2 reads as follows:

“instream user” means a person using waters, otherwise than as described in paragraph (a), (b) or (c) of the definition “use”, to earn income or for subsistence purposes;

(2) New.

Clause 114: The relevant portion of subsection 8(2) reads as follows:

(2) Subsection (1) does not apply in respect of the use of waters

...

(b) by an instream user; or

Clause 115: The relevant portion of subsection 14(4) reads as follows:

(4) Where an application for a licence is made, the Board shall not issue a licence unless the applicant satisfies the Board that

...

(b) compensation that the Board considers appropriate has been or will be paid by the applicant to any other applicant described in clause (a)(i)(B) but to whom paragraph (a) does not apply, and to

...

(iii) instream users,

...

who were such licensees, users, depositors, owners, occupiers or holders, whether in or outside the water management area to which the application relates, at the time when the applicant filed an application with the Board in accordance with the regulations made under paragraphs 33(1)(d) and (e), who would be adversely affected by the use of waters or deposit of waste proposed by the applicant, and who have notified the Board in response to the notice of the application given pursuant to subsection 23(1) and within the time period stipulated in that notice for making representations to the Board;

Clause 116: The relevant portion of subsection 15(2) reads as follows:

(2) In fixing the conditions of a licence, the Board shall make all reasonable efforts to minimize any adverse effects of the issuance of the licence on

...

(c) instream users,

Loi sur les eaux du Yukon

Article 113, (1). — Texte de la définition de « usager particulier » à l'article 2 :

« usager particulier » Personne qui, autrement que pour les utilisations prévues à la définition d'« utilisation », utilise des eaux pour subvenir à ses besoins ou se constituer un revenu.

(2). — Nouveau.

Article 114. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 8(2) :

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'utilisation des eaux :

[...]

b) par un usager particulier;

Article 115. — Texte des passages introductifs et visé du paragraphe 14(4) :

(4) L'Office ne délivre un permis que si le demandeur lui prouve :

[...]

b) qu'une indemnité appropriée a été ou sera payée par le demandeur aux autres demandeurs mentionnés à la division a)(i)(B) mais auxquels l'alinéa a) ne s'applique pas ainsi qu'aux personnes, qu'elles soient ou non dans la zone de gestion visée par la demande, qui ont notifié l'Office dans le délai prévu dans l'avis donné par celui-ci aux termes du paragraphe 23(1) et à qui nuirait l'utilisation des eaux ou le dépôt de déchets projeté, si, au moment de la demande faite conformément aux règlements pris au titre des alinéas 33(1)d) et e), ces personnes étaient :

[...]

(iii) des usagers particuliers,

Article 116. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 15(2) :

(2) Le cas échéant, l'Office s'efforce, dans la mesure du possible, de minimiser les effets négatifs des conditions — du fait de l'utilisation des eaux ou du dépôt de déchets projeté — sur les personnes mentionnées aux alinéas a) à h) qui ont notifié l'Office dans le délai prévu dans l'avis donné par celui-ci aux termes du paragraphe 23(1), qu'elles soient ou non, à ce moment, dans la zone de gestion visée par la demande :

...

who are such licensees, users, depositors, owners, occupiers or holders, whether in or outside the water management area to which the application relates, at the time when the Board is considering the fixing of those conditions, who would be adversely affected by the use of waters or deposit of waste proposed by the applicant, and who have notified the Board in response to the notice of the application given pursuant to subsection 23(1) and within the time period stipulated in that notice for making representations to the Board.

Clause 117: The relevant portion of subsection 21(1) reads as follows:

21. (1) The Board may, where satisfied that it would be in the public interest, hold a public hearing in connection with any matter relating to its objects, including, without limiting the generality of the foregoing,

...

(b) an amendment to a type A licence pursuant to which neither the use, flow or quality of waters nor the term of the licence would be altered; and

Clause 118: (1) Subsection 31(2) reads as follows:

(2) Where the Minister grants permission under subsection (1), the applicant or licensee shall so advise the appropriate minister in relation to Part I of the *Expropriation Act*.

(2) Subsection 31(3.4) reads as follows:

(3.4) Where the applicant or licensee, in mitigation of any injury or damage caused or likely to be caused to lands by an expropriation, undertakes

(a) to abandon or grant, to the owner of the lands or a party interested in the lands, any portion of its lands or of the land being taken or any easement, servitude or privilege over or in respect of the land, and

(b) to construct and maintain any work for the benefit of the owner or interested person,

and the owner or person interested accepts the undertaking, the undertaking is deemed to be an undertaking referred to in paragraph 28(1)(b) of the *Expropriation Act*, and it may be enforced by the Board as if it were a condition of the licensee's licence.

[...]

c) les usagers particuliers;

Article 117. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 21(1) :

21. (1) L'Office peut, s'il est convaincu qu'elles servent l'intérêt public, tenir des audiences publiques sur toute question qui relève de sa compétence et concerne notamment :

[...]

b) la modification d'un permis de type A qui n'aurait pas de répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau ou sur les conditions du permis;

Article 118, (1). — Texte du paragraphe 31(2) :

(2) En cas d'agrément par le gouverneur en conseil, le demandeur ou le titulaire de permis en avise le ministre compétent aux fins de la partie I de la *Loi sur l'expropriation*.

(2). — Texte du paragraphe 31(3.4) :

(3.4) Lorsque le demandeur ou le titulaire d'un permis, pour atténuer un tort ou dommage causé ou susceptible d'être causé à un bien-fonds lors de l'expropriation, convient, selon le cas, de ce qui suit, la convention, si elle est acceptée par le propriétaire ou l'intéressé, est censée être un engagement visé à l'alinéa 28(1)b) de la *Loi sur l'expropriation* et peut être appliquée par l'Office comme si elle était une condition d'obtention du permis :

a) abandonner ou accorder au propriétaire du bien-fonds ou à la partie intéressée une partie de ses biens-fonds ou du bien-fonds dont le demandeur ou le titulaire de permis prend possession, une servitude, active ou passive, ou un privilège relatif à ce bien-fonds;

b) construire et entretenir quelque ouvrage pour le bénéfice de ce propriétaire ou de la partie intéressée.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT RESPECTING THE WATER RESOURCES OF
NUNAVUT

SHORT TITLE

1. Short title

INTERPRETATION

2. Definitions

GENERAL

Scope and Application

3. Inconsistency with Agreement
4. Other Acts
5. Rights preserved

Her Majesty

6. Binding on Her Majesty
7. Waters vested in Her Majesty

Delegation and Agreements

8. Delegation to territorial Minister
9. Agreements with provinces

Prohibitions

10. Use of waters
11. Deposit of waste

Compensation

12. Right to compensation

NUNAVUT WATER BOARD

Establishment and Organization of Board

13. Establishment of Board
14. Term of office
15. Additional members
16. Inuit of northern Quebec
17. Oath of office
18. Tenure
19. Reappointment
20. Vacancies
21. Duties of Chairperson
22. Conflict of interest

TABLE ANALYTIQUE

LOI CONCERNANT LES RESSOURCES EN EAU DU
NUNAVUT

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

DÉFINITIONS

2. Définitions

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Portée et effet

3. Préséance de l'Accord
4. Autres lois
5. Réserve des droits

Sa Majesté

6. Obligation de Sa Majesté
7. Dévolution

Délégation et accords

8. Ministre territorial
9. Accords avec les provinces

Interdictions

10. Utilisation des eaux
11. Rejet de déchets

Indemnisation

12. Droit à l'indemnisation

OFFICE DES EAUX DU NUNAVUT

Mise en place

13. Constitution
14. Mandat des membres
15. Vacataires
16. Inuit du Nord québécois
17. Serment professionnel
18. Révocation
19. Renouvellement
20. Vacance
21. Fonctions du président
22. Conflit d'intérêts

23. Expenses		23. Frais	
	<i>Languages</i>		<i>Langues</i>
24. Language of business		24. Activités de l'Office	
	<i>Head Office and Meetings</i>		<i>Siège et réunions</i>
25. Head office		25. Siège	
26. Meetings		26. Réunions	
	<i>Status and General Powers</i>		<i>Statut et pouvoirs généraux</i>
27. Status		27. Statut	
28. Panels		28. Comités	
29. Staff		29. Personnel	
	<i>Financial Provisions</i>		<i>Dispositions financières</i>
30. Annual budget		30. Budget annuel	
	<i>Reports</i>		<i>Rapports</i>
31. Annual report		31. Rapport annuel	
	<i>Rules and By-laws</i>		<i>Règles et règlements administratifs</i>
32. Rules		32. Règles	
33. Publication of proposed rules		33. Publication des règles	
34. Principles to be applied		34. Principes directeurs	
35. By-laws		35. Règlements administratifs	
	<i>Objects</i>		<i>Mission</i>
36. Management of waters		36. Gestion des eaux	
37. Land use plans		37. Aménagement du territoire	
38. Screening and review of projects		38. Examen des projets de développement	
39. Other water authorities		39. Autres autorités de gestion des eaux	
40. Marine areas		40. Gestion des zones marines	
	LICENCES		ATTRIBUTION DE PERMIS
	<i>General Rules</i>		<i>Règles générales</i>
41. Issuance		41. Délivrance	
42. Renewal, amendment and cancellation		42. Renouvellement, modification et annulation	
43. Assignment of licences		43. Cession de permis	
44. Term		44. Durée de validité	
45. Expiration or cancellation		45. Expiration ou annulation du permis	
46. Precedence of licensees		46. Priorité	
	<i>Applications in Relation to Licences</i>		<i>Demandes relatives aux permis</i>
47. Requirements		47. Exigences	
48. Delegation		48. Délégation de pouvoirs	
	<i>Procedure</i>		<i>Procédure</i>
49. Standing		49. Présentation d'observations	
50. Applications determined summarily		50. Procédure sommaire	
51. Public hearing required		51. Enquête obligatoire	

52. Place of hearing	52. Lieu de l'enquête
53. Powers at hearings	53. Pouvoirs
54. Notice of applications	54. Avis des demandes
<i>Conditions of Issuance</i>	
55. Approval of issuance	55. Agrément
56. Conditions for issuance of licence	56. Exigences
57. Compensation of existing users	57. Indemnisation : titulaires ou demandeurs prioritaires
58. Limitation	58. Exception
59. Compensation of other users	59. Indemnisation : autres usagers
60. Factors in determining compensation	60. Facteurs de détermination
<i>Inuit-owned Land</i>	
61. Inuit-owned land	61. Terres inuit
62. Compensation agreements	62. Accords d'indemnisation
63. Use outside Nunavut	63. Activités de l'extérieur
64. Negotiation to be in good faith	64. Négociation de bonne foi
65. Factors in determining compensation	65. Facteurs de détermination
66. Periodic review and payment	66. Révision périodique
67. National parks in Nunavut	67. Parcs nationaux du Nunavut
<i>Conditions of Licences</i>	
68. Powers of Board	68. Pouvoir de l'Office
69. Purpose of conditions	69. Objet des conditions
70. Conditions of waste deposit	70. Conditions relatives aux déchets
71. Regulations under the <i>Fisheries Act</i>	71. Règlements d'application de la <i>Loi sur les pêches</i>
72. Conditions relating to design of works	72. Conditions relatives aux ouvrages
73. Licence conditions deemed amended	73. Présomption de modification
<i>Security</i>	
74. Security	74. Demande de garantie
<i>Expropriation</i>	
75. Permission to expropriate	75. Autorisation d'exproprier
PUBLIC REGISTER	
76. Public register	76. Registre public
DECISIONS	
77. Reasons for decisions	77. Motifs
78. Decisions final	78. Caractère définitif
79. Appeal to Federal Court	79. Appel à la Cour fédérale
REGULATIONS AND ORDERS	
80. Regulations	80. Règlements
81. Reservation of water rights	81. Réserve à l'égard de droits d'utilisation
82. Recommendations to federal Minister	82. Recommandations au ministre fédéral
<i>Conditions de délivrance</i>	
<i>Terres inuit</i>	
<i>Conditions des permis</i>	
<i>Garantie</i>	
<i>Expropriation</i>	
REGISTRE PUBLIC	
DÉCISIONS	
RÈGLEMENTS ET DÉCRETS	

ENFORCEMENT

- 83. Inspectors and analysts
- 84. Powers of inspection
- 85. Remedial measures
- 86. Obstruction
- 87. Where work closed or abandoned

OFFENCES AND PUNISHMENT

- 88. Principal offences
- 89. Other offences
- 90. Limitation period
- 91. Action to enjoin not prejudiced by prosecution
- 92. Certificate of analyst

TRANSITIONAL AND AMENDMENTS

Transitional

- 93. Continuation of Nunavut Water Board
- 94. Licences
- 95. Existing regulations
- 96. Applications not requiring public hearings

Amendments to this Act

- 97. Amendments to this Act

Amendments to Other Acts

- 98. *Access to Information Act*
- 99. *Arctic Waters Pollution Prevention Act*
- 100. *Northern Canada Power Commission (Share Issuance and Sale Authorization) Act*
- 100-111. *Northwest Territories Waters Act*
- 112. *Privacy Act*
- 113-118. *Yukon Waters Act*

Conditional Amendments

- 119. Nunavut Surface Rights bill
- 120. Bill C-25

SCHEDULE I

SCHEDULE II

CONTRÔLE D'APPLICATION

- 83. Inspecteurs et analystes
- 84. Pouvoirs de visite de l'inspecteur
- 85. Réparation
- 86. Entrave
- 87. Fermeture ou abandon d'un ouvrage

INFRACTIONS ET PEINES

- 88. Infractions principales
- 89. Autres infractions
- 90. Prescription
- 91. Injonction prise par le procureur général
- 92. Certificat de l'analyste

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET MODIFICATIVES

Dispositions transitoires

- 93. Continuité
- 94. Permis
- 95. Règlements existants
- 96. Demandes n'exigeant pas d'enquête publique

Modification de la présente loi

- 97. Modification de la présente loi

Modification d'autres lois

- 98. *Loi sur l'accès à l'information*
- 99. *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques*
- 100. *Loi autorisant l'émission et la vente des actions de la Commission d'énergie du Nord canadien*
- 101-111. *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*
- 112. *Loi sur la protection des renseignements personnels*
- 113-118. *Loi sur les eaux du Yukon*

Modifications conditionnelles

- 119. Projet de loi sur le Tribunal des droits de surface du Nunavut
- 120. Projet de loi C-25

ANNEXE I

ANNEXE II

BILL C-51

PROJET DE LOI C-51

An Act respecting the water resources of
Nunavut

Loi concernant les ressources en eau du
Nunavut

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Nunavut
Waters Act*.

1. *Loi sur les eaux du Nunavut.*

Titre abrégé

5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. (1) The definitions in this section apply
in this Act.

2. (1) Les définitions qui suivent s'appli- 5
quent à la présente loi.

Définitions

“Agreement”
« Accord »

“Agreement” means the land claims agree-
ment between the Inuit of the Nunavut
Settlement Area and Her Majesty the 10
Queen in right of Canada that was ratified,
given effect and declared valid by the *Nuna-
vut Land Claims Agreement Act*, which
came into force on July 9, 1993, and in-
cludes any amendments to that agreement 15
made pursuant to the agreement.

« Accord » L'accord sur des revendications
territoriales conclu entre les Inuit de la ré-
gion du Nunavut et Sa Majesté la Reine du
chef du Canada, ratifié, mis en vigueur et 10
déclaré valide par la *Loi concernant l'Ac-
cord sur les revendications territoriales du
Nunavut*, laquelle est entrée en vigueur le 9
juillet 1993, ainsi que toutes les modifica-
tions qui peuvent lui être apportées confor- 15
mément à ses dispositions.

« Accord »
“Agreement”

“appurtenant
undertaking”
« entreprise
principale »

“appurtenant undertaking” means an under-
taking in relation to which a use of waters
or a deposit of waste is permitted by a li- 20
cence.

« Commission d'aménagement » La Com-
mission d'aménagement du Nunavut visée
à l'article 11.4.1 de l'Accord.

« Commission
d'aménage-
ment »
“Nunavut
Planning
Commission”

“Board”
« Office »

“Board” means the Nunavut Water Board es-
tablished by section 13.

« Commission d'examen des projets de déve- 20
loppement » La Commission d'examen des
projets de développement du Nunavut visée
à l'article 12.2.1 de l'Accord.

« Commission
d'examen des
projets de
développe-
ment »
“Nunavut
Impact
Review
Board”

“designated
Inuit
organization”
« organisation
inuit
désignée »

“designated Inuit organization” means
(a) except in the case of the jointly owned
lands referred to in section 40.2.8 of the 25
Agreement,

« déchet » Substance qui, d'elle-même ou
combinée à d'autres substances se trouvant 25
dans l'eau, est de nature à altérer la qualité
de celle-ci lorsqu'elle y est ajoutée, au point
de la rendre nocive pour l'être humain ou

« déchet »
“waste”

	<p>tion designated in the public record maintained by Tunngavik pursuant to the Agreement as being responsible for any function under the corresponding provision or provisions of the Agreement referred to in that Schedule; or</p> <p>(b) in the case of the jointly owned lands referred to in section 40.2.8 of the Agreement, Makivik acting jointly with the organization determined under paragraph (a).</p>	<p>pour les animaux ou les végétaux; y est assimilée l'eau qui, ajoutée à une autre eau, aurait cet effet sur celle-ci, soit à cause de la quantité ou concentration des substances qu'elle contient, soit parce qu'elle a été traitée ou transformée par la chaleur ou de quelque autre façon.</p> <p>Sont notamment visées par la présente définition :</p> <p>a) l'eau ou la substance qui, pour l'application de la <i>Loi sur les ressources en eau du Canada</i>, est assimilée à un déchet;</p> <p>b) les substances ou catégories de substances désignées par règlement;</p> <p>c) l'eau qui contient une substance ou catégorie de substances en une quantité ou concentration au moins égale à celle qui est fixée par règlement;</p> <p>d) l'eau soumise à un traitement ou à une transformation désignés par règlement.</p>
<p>“domestic purpose” « domestique »</p>	<p>“domestic purpose” means the use of waters for the following purposes:</p> <p>(a) household requirements, including sanitation and fire prevention;</p> <p>(b) the watering of domestic animals; or</p> <p>(c) the irrigation of a garden that adjoins a dwelling-house and is not ordinarily used in the growth of produce for market.</p>	<p>« domestique » Se dit de l'utilisation de l'eau pour les besoins du ménage, notamment les soins d'hygiène et la prévention des incendies, pour l'abreuvement des animaux domestiques et pour l'irrigation d'un jardin tenant à une maison d'habitation et ne servant habituellement pas à la culture de produits pour le marché.</p>
<p>“federal Minister” « ministre fédéral »</p>	<p>“federal Minister” means the Minister of Indian Affairs and Northern Development.</p>	<p>« domestique »</p>
<p>“instream use” « ordinaire »</p>	<p>“instream use” means a use of waters by a person, other than for a domestic purpose or as described in paragraph (a), (b) or (c) of the definition “use”, to earn income or for subsistence purposes.</p>	<p>« eaux » “waters”</p>
<p>“Inuit” « Inuit »</p>	<p>“Inuit” means those persons enrolled from time to time under the terms of Article 35 of the Agreement and, except for the purpose of section 49, includes, in the case of the jointly owned lands referred to in section 40.2.8 of the Agreement, the Inuit of northern Quebec.</p>	<p>« entreprise principale » L'entreprise dans laquelle s'inscrit l'activité — utilisation des eaux ou rejet de déchets — visée par un permis.</p>
<p>“Inuit of northern Quebec” « Inuit du Nord québécois »</p>	<p>“Inuit of northern Quebec” means the Inuit of northern Quebec within the meaning of the James Bay and Northern Quebec Agreement that was approved, given effect and declared valid by the <i>James Bay and Northern Quebec Native Claims Settlement Act</i>, S.C. 1976-77, c. 32.</p>	<p>« Inuit » “Inuit”</p>
<p>“Inuit-owned land” « terre inuit »</p>	<p>“Inuit-owned land” means any land that has the status of Inuit Owned Land under the Agreement, and includes the jointly owned lands referred to in section 40.2.8 of the Agreement.</p>	<p>« Inuit du Nord québécois » Les Inuit du Nord québécois au sens de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, laquelle a été approuvée, mise en vigueur et déclarée</p>

“licence” « permis »	“licence” means, unless the context otherwise requires, a type A or type B licence, in accordance with the criteria prescribed by the regulations, issued for the use of waters or the deposit of waste, or both, in Nunavut pursuant to section 41.	valide par la <i>Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie James et du Nord québécois</i> , S.C. 1976-77, ch. 32.	« Makivik » “Makivik”
“licensee” « titulaire »	“licensee” means a person to whom a licence is issued or assigned.	5 « Makivik » La société constituée par la <i>Loi sur la Société Makivik</i> , L.R.Q., ch. S-18.1, et représentant les Inuit du Nord québécois.	
“Makivik” « Makivik »	“Makivik” means the corporation established by <i>An Act respecting the Makivik Corporation</i> , R.S.Q., c. S-18.1, and representing the Inuit of northern Quebec.	« ministre fédéral » Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.	« ministre fédéral » “federal Minister”
“national park” « parc national »	“national park” means a park within the meaning of the <i>National Parks Act</i> , or lands set aside as a reserve for a park under that Act.	10 « Nunavut » Le territoire visé à l’article 3 de la <i>Loi sur le Nunavut</i> .	« Nunavut » “Nunavut”
“Nunavut” « Nunavut »	“Nunavut” means the territory described in section 3 of the <i>Nunavut Act</i> .	« Office » L’Office des eaux du Nunavut constitué par l’article 13.	« Office » “Board”
“Nunavut Impact Review Board” « Commission d’examen des projets de développement »	“Nunavut Impact Review Board” means the Nunavut Impact Review Board referred to 20 in section 12.2.1 of the Agreement.	« ordinaire » Se dit de l’utilisation des eaux que fait une personne — à des fins autres que domestiques — pour subvenir à ses besoins ou se constituer un revenu, et qui n’a pas pour effet de détourner ou d’obstruer les eaux, ni de modifier leur débit, leurs rives ou leur lit.	« ordinaire » “instream use”
“Nunavut Planning Commission” « Commission d’aménagement »	“Nunavut Planning Commission” means the Nunavut Planning Commission referred to in section 11.4.1 of the Agreement.	20 « organisation inuit désignée » a) Sous réserve de l’alinéa b), soit Tunngavik, soit, pour l’application de telle disposition de la présente loi figurant à l’annexe I, l’organisation désignée, pour l’exercice de la fonction prévue par 25 la disposition correspondante de l’Accord, dans le registre public que tient Tunngavik conformément à l’Accord; b) en ce qui concerne les terres détenues en propriété conjointe aux termes de 30 l’article 40.2.8 de l’Accord, Makivik, agissant conjointement avec l’organisation compétente aux termes de l’alinéa a).	« organisation inuit désignée » “designated Inuit organization”
“Tunngavik” « Tunngavik »	“Tunngavik” means Nunavut Tunngavik Incorporated, a corporation without share capital incorporated under Part II of the <i>Canada Corporations Act</i> , R.S.C. 1970, c. C-32, and any successor to that corporation.	35 « parc national » Parc au sens de la <i>Loi sur les parcs nationaux</i> . Y est assimilée toute réserve à vocation de parc national visée par cette loi.	« parc national » “national park”
“use” « utilisation »	“use”, in relation to waters, means a direct or 30 indirect use of any kind, including, without limiting the generality of the foregoing, (a) any diversion or obstruction of waters, (b) any alteration of the flow of waters, 35 and (c) any alteration of the bed or banks of a river, stream, lake or other body of water, whether or not the body of water is seasonal, 40	40 « permis » Sauf indication contraire du contexte, permis — de type A ou de type B, 40 suivant les critères réglementaires — visant l’utilisation des eaux du Nunavut ou le	« permis » “licence”
	but does not include navigation or any other use connected with shipping activities that are governed by the <i>Canada Shipping Act</i> .		

“waste”
« déchet »

“waste” means any substance that, by itself or in combination with other substances found in water, would have the effect of altering the quality of any water to which the substance is added to an extent that is detrimental to its use by people or by any animal, fish or plant, or any water that would have that effect because of the quantity or concentration of the substances contained in it or because it has been treated or changed, by heat 10 or other means, and includes

(a) any substance or water that, for the purposes of the *Canada Water Act*, is deemed to be waste;

(b) any substance or class of substances 15 specified by the regulations;

(c) water containing any substance or class of substances in a quantity or concentration that is equal to or greater than that prescribed by the regulations; 20 and

(d) water that has been subjected to a treatment or change described by the regulations.

“waters”
« eaux »

“waters” means, except for the purposes of 25 subsection 40(2), inland waters, whether in a liquid or solid state, on or below the surface of land.

Meaning of
“Nunavut
Settlement
Area”

(2) In this Act, the expression “Nunavut Settlement Area” has the meaning assigned to 30 it by section 3.1.1 of the Agreement.

rejet de déchets au Nunavut, ou les deux, et délivré sous le régime de l’article 41.

« terre inuit » Terre ainsi désignée sous le régime de l’Accord; sont visées par la présente 5 définition les terres détenues en propriété conjointe aux termes de l’article 40.2.8 de l’Accord.

« terre inuit »
“Inuit-owned
land”

« titulaire » Relativement à un permis, y est 10 assimilé tout cessionnaire.

« titulaire »
“licensee”

« Tunngavik » La Nunavut Tunngavik Inco- 10 porated, société sans capital-actions constituée en vertu de la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, S.R.C. 1970, ch. C-32, ou ses successeurs ou ayants droit.

« Tunngavik »
“Tunngavik”

« utilisation » S’agissant des eaux, utilisation 15 directe ou indirecte de toute nature, y compris leur détournement ou leur barrage, ainsi que la modification de leur débit, de leurs rives ou de leur lit, que leur existence soit saisonnière ou non; sont toutefois exclues la 20 navigation, ainsi que toute autre forme d’utilisation des eaux liée à une activité assujettie à la *Loi sur la marine marchande du Canada*.

« utilisation »
“use”

(2) Dans la présente loi, « région du Nuna- 25 vut » s’entend au sens de l’article 3.1.1 de l’Accord.

Terminologie :
« région du
Nunavut »

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Scope and Application

Portée et effet

Inconsistency
with
Agreement

3. (1) Where there is any inconsistency or conflict between the Agreement and this Act, the Agreement prevails to the extent of the inconsistency or conflict. 35

3. (1) Les dispositions de l’Accord l’emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi. 30

Préséance de
l’Accord

Inconsistency
with other
Acts

(2) Where there is any inconsistency or conflict between this Act and any other Act of Parliament, except the *Nunavut Land Claims Agreement Act*, this Act prevails to the extent of the inconsistency or conflict. 40

(2) Les dispositions de la présente loi l’emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi fédérale, exception faite de la *Loi concernant l’Accord sur les revendications territoriales du Nunavut*. 35

Préséance de
la présente loi

Other Acts

4. Nothing in this Act, the regulations or a licence authorizes a person to contravene any other Act or a regulation or order made under any other Act.

4. Ni la présente loi, ni ses textes d’application n’ont pour effet d’autoriser qui que ce soit à contrevenir à une autre loi ou à ses textes d’application.

Autres lois

Rights preserved

5. Nothing in this Act or the regulations or in a licence constitutes a defence to a claim for loss or damage sustained by any person by reason of the construction or operation of any work forming part of an appurtenant undertaking.

5. Ni la présente loi, ni ses textes d'application ne peuvent être invoqués à l'encontre d'une réclamation pour pertes ou dommages subis par une personne par suite de la construction ou de l'exploitation d'ouvrages dans le cadre d'une entreprise principale.

Réserve des droits

Her Majesty

Binding on Her Majesty

6. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province, except that Her Majesty in right of Canada is not required to pay any fee prescribed by the regulations.

6. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, mais n'a pas pour effet de l'assujettir au paiement des droits fixés par règlement.

Obligation de Sa Majesté

Waters vested in Her Majesty

7. Subject to the rights, under the Agreement, of the designated Inuit organization in respect of waters that are on or flowing through Inuit-owned land, the property in and the right to the use and flow of all waters in Nunavut are vested in Her Majesty in right of Canada.

7. Sous réserve des droits conférés, sous le régime de l'Accord, à l'organisation inuit désignée sur les eaux situées sur les terres inuit ou les traversant, la propriété et le droit d'utilisation des eaux du Nunavut et de leur énergie motrice sont dévolus à Sa Majesté du chef du Canada.

Dévolution

Delegation and Agreements

Delegation to territorial Minister

8. The federal Minister may, in writing, delegate to the territorial Minister responsible for water resources any of the federal Minister's functions under sections 13, 15, 16, 18 and 20, subsection 54(5), section 55, subsection 75(1) and section 82, either generally or as otherwise provided in the instrument of delegation.

8. Le ministre fédéral peut, par écrit, déléguer au ministre territorial chargé des ressources en eau les attributions que lui confèrent les articles 13, 15, 16, 18 et 20, le paragraphe 54(5), l'article 55, le paragraphe 75(1) et l'article 82. La délégation peut être générale ou spécifique; dans ce dernier cas, sa portée est précisée dans l'acte.

Ministre territorial

Agreements with provinces

9. The federal Minister and the territorial Minister responsible for water resources shall, with the assistance of the Board, use their best efforts to negotiate an agreement, subject to any agreement entered into pursuant to section 5 or 11 of the *Canada Water Act*, with a provincial government providing for the management of any waters situated partially in Nunavut and partially in a province, or flowing between Nunavut and a province. The federal Minister shall not enter into an agreement without the approval of the Governor in Council.

9. Le ministre fédéral et le ministre territorial chargé des ressources en eau s'efforcent, avec l'aide de l'Office, de négocier et de conclure avec les gouvernements provinciaux, sous réserve de tout accord conclu en application des articles 5 ou 11 de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*, des accords concernant la gestion des eaux qui sont situées en partie au Nunavut et en partie dans une province, ou qui coulent entre le Nunavut et une province. La conclusion d'un tel accord par le ministre fédéral est toutefois subordonnée à l'agrément du gouverneur en conseil.

Accords avec les provinces

Prohibitions

Use of waters

10. (1) Subject to subsection (2), no person shall use, or permit the use of, waters in Nunavut except in accordance with the conditions of a licence.

10. (1) Sous réserve du paragraphe (2), il est interdit d'utiliser — ou de permettre que soient utilisées — les eaux du Nunavut sauf en conformité avec les conditions d'un permis.

Utilisation des eaux

Interdictions

Exceptions	<p>(2) Subsection (1) does not apply in respect of</p> <p>(a) any unlicensed use of waters that is authorized by the regulations;</p> <p>(b) the use of waters</p> <p style="padding-left: 2em;">(i) for a domestic purpose, or</p> <p style="padding-left: 2em;">(ii) for the purpose of extinguishing a fire or, on an emergency basis, controlling or preventing a flood; or</p> <p>(c) a use of waters in a national park.</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :</p> <p>a) aux formes d'utilisation des eaux sans permis qu'autorisent les règlements;</p> <p>b) à l'utilisation des eaux :</p> <p style="padding-left: 2em;">(i) à des fins domestiques,</p> <p style="padding-left: 2em;">(ii) en vue d'éteindre un incendie ou, en cas d'urgence, de contenir ou de prévenir une inondation;</p> <p>c) dans les limites d'un parc national.</p>	<p>Exceptions</p> <p>5</p> <p>5</p>
Duties in certain cases	<p>(3) Where a person diverts waters for a purpose referred to in subparagraph (2)(b)(ii), the person shall, when the need for the diversion has ceased, discontinue the diversion and, in so far as possible, restore the waters to their original channel.</p>	<p>(3) Tout détournement des eaux effectué dans les cas visés au sous-alinéa (2)b)(ii) doit prendre fin — et, dans la mesure du possible, le cours original être rétabli — dès qu'il n'a plus sa raison d'être.</p>	<p>10 Rétablissement</p>
Deposit of waste	<p>11. (1) Subject to subsection (2) and except in accordance with the conditions of a licence, no person shall deposit or permit the deposit of waste</p> <p>(a) in waters in Nunavut; or</p> <p>(b) in any other place in Nunavut under conditions in which the waste, or any other waste that results from the deposit of that waste, may enter waters in Nunavut.</p>	<p>11. (1) Sous réserve du paragraphe (2) et sauf en conformité avec les conditions d'un permis, il est interdit de rejeter des déchets — ou d'en permettre le rejet — dans les eaux du Nunavut ou en quelque autre endroit au Nunavut dans des conditions permettant à ces déchets ou à ceux résultant de leur rejet d'atteindre ces eaux.</p>	<p>20 Rejet de déchets</p> <p>25</p>
Exceptions	<p>(2) Subsection (1) does not apply in respect of</p> <p>(a) any unlicensed deposit of waste that is authorized by the regulations; or</p> <p>(b) a deposit of waste in a national park.</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :</p> <p>a) aux rejets de déchet sans permis qu'autorisent les règlements;</p> <p>b) dans les limites d'un parc national.</p>	<p>Exceptions</p> <p>25</p>
Duty to report deposits	<p>(3) Where waste is deposited in contravention of this section, every person who owns or has the charge, management or control of the waste, or who caused or contributed to the deposit, shall, subject to the regulations, forthwith report the deposit to an inspector.</p>	<p>(3) En cas de rejet de déchets en contravention du présent article, quiconque avait la propriété ou la maîtrise des déchets, ou a contribué au rejet ou l'a causé, doit, sous réserve des règlements, signaler le fait sans délai à un inspecteur.</p>	<p>35 Déclaration obligatoire</p>

Compensation

12. (1) Except as otherwise provided by a compensation agreement referred to in this Act, a person, including the designated Inuit organization, who is adversely affected by a licensed use of waters or deposit of waste, or by an unlicensed use of waters or deposit of waste authorized by the regulations, is entitled to be compensated in respect of that adverse

Indemnisation

12. (1) Sauf stipulation contraire d'un accord d'indemnisation conclu en vertu de la présente loi, la personne — y compris l'organisation inuit désignée — qui subit un préjudice par suite de l'utilisation des eaux ou du rejet de déchets soit en vertu d'un permis, soit sans permis mais sous l'autorité des règlements, a le droit d'en être indemnisée par le 40

Droit à l'indemnisation

effect by the licensee or the person so authorized and to recover the compensation in any court of competent jurisdiction.

titulaire du permis ou la personne bénéficiant de l'autorisation réglementaire, et peut à cet égard s'adresser à toute juridiction compétente.

Limitation

(2) A person, including the designated Inuit organization, is entitled to recover compensation pursuant to subsection (1) only to the extent that the person is not paid compensation under this Act in respect of the adverse effect.

(2) Celle qui a déjà touché une indemnité sous le régime de la présente loi est recevable à exercer les voies de recours visées au paragraphe (1) pour toute partie du préjudice non couverte par l'indemnité.

5 Réserve

NUNAVUT WATER BOARD

OFFICE DES EAUX DU NUNAVUT

Establishment and Organization of Board

Mise en place

Establishment of Board

13. (1) There is hereby established the Nunavut Water Board the members of which are to be appointed by the federal Minister.

13. (1) Est constitué l'Office des eaux du Nunavut, dont les membres sont nommés par le ministre fédéral.

Constitution

Number of members

(2) Subject to sections 15 and 16, the Board consists of nine members, including the Chairperson.

(2) Sous réserve des articles 15 et 16, l'Office est composé de neuf membres, dont le président.

Nombre de membres

Proportions

(3) The following rules apply to the appointment of members, other than the Chairperson:

(3) Les règles suivantes s'appliquent à la nomination des membres autres que le président :

15 Proportions

(a) one half of the members shall be appointed on the nomination of the designated Inuit organization; and

a) la moitié d'entre eux sont choisis sur la recommandation de l'organisation inuit désignée;

(b) one quarter of the members shall be appointed on the nomination of

b) le quart sont choisis sur la recommandation du ministre territorial chargé des ressources renouvelables et d'un ou plusieurs autres ministres territoriaux désignés, par acte du Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest, pour l'application du présent alinéa.

(i) the territorial Minister responsible for renewable resources, and

(i) le ministre territorial responsable des ressources renouvelables et d'un ou plusieurs autres ministres territoriaux désignés, par acte du Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest, pour l'application du présent alinéa.

(ii) the territorial Minister or Ministers designated, by an instrument of the Executive Council of the Northwest Territories, for the purposes of this paragraph.

(ii) le ministre territorial ou les ministres désignés, par un instrument du Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest, pour les fins de ce paragraphe.

Appointment of Chairperson

(4) The Chairperson shall be appointed after consultation with the other members.

(4) Le président est choisi après consultation des autres membres.

30 Choix du président

Term of office

14. (1) Subject to subsection (2) and sections 15 and 18, a member of the Board holds office for a term of three years.

14. (1) Sous réserve du paragraphe (2) et des articles 15 et 18, les membres occupent leur poste pour une période de trois ans.

35 Mandat des membres

Acting after expiration of term

(2) Where the term of a member expires before the member has made a decision in a matter for which a public hearing is held, the member may, with the authorization of the Chairperson, continue to act as a member until the hearing is concluded and a decision is made in relation to that matter.

(2) Le membre dont le mandat expire avant qu'il soit statué sur une affaire faisant l'objet d'une enquête publique peut, avec l'autorisation du président, continuer à exercer ses fonctions jusqu'à l'issue de l'affaire.

35 Fonctions postérieures au mandat

Presumption	(3) For the purposes of section 20, a member who continues to act under subsection (2) is deemed to no longer be a member of the Board.	(3) Pour l'application de l'article 20, le membre visé au paragraphe (2) est réputé ne plus faire partie de l'Office.	Présomption
Additional members	15. Additional members may be appointed to the Board for the performance of a specified purpose, or for a term of less than three years, in the manner and the proportions provided by subsection 13(3).	15. Des membres vacataires peuvent être nommés pour l'accomplissement d'une tâche déterminée ou pour un mandat inférieur à trois ans, pourvu que soient respectées les modalités et les proportions prévues au paragraphe 13(3).	Vacataires
Inuit of northern Quebec	16. (1) During any period preceding the ratification by the parties of an agreement to settle the offshore land claims of the Inuit of northern Quebec, the federal Minister shall appoint, on the nomination of Makivik, a number of substitute members of the Board equal to one-half the number appointed on the nomination of the designated Inuit organization.	16. (1) Pour la période précédant la ratification, par les parties, d'un accord sur les revendications territoriales des Inuit du Nord québécois visant la zone extracôtière, le ministre fédéral nomme, sur la recommandation de Makivik, des substituts pour la moitié des membres nommés sur la recommandation de l'organisation inuit désignée.	Inuit du Nord québécois
Role of substitute members	(2) In respect of licensing decisions of the Board that apply to any area of equal use and occupancy described in Schedule 40-1 of the Agreement, the substitute members shall act in the place of such members appointed on the nomination of the designated Inuit organization as are identified by the federal Minister, after consultation with that organization, at the time of the appointment of the substitute members.	(2) Les substituts remplacent d'office, pour la prise de toute décision concernant un permis visant les zones d'utilisation et d'occupation égales désignées à l'annexe 40-1 de l'Accord, les membres nommés sur la recommandation de l'organisation inuit désignée qu'indique le ministre fédéral, après consultation de celle-ci, au moment de la nomination.	Rôle des substituts
Term	(3) Subject to subsections 14(2) and (3), the term of a substitute member is three years, except that the term of that member expires on the ratification referred to in subsection (1).	(3) Sous réserve des paragraphes 14(2) et (3), le mandat des substituts est de trois ans mais prend fin dès la ratification de l'accord mentionné au paragraphe (1).	Mandat
Status of substitute members	(4) Substitute members shall not be considered to be members, except in respect of decisions referred to in subsection (2).	(4) Sauf en ce qui concerne les fonctions qui leur sont confiées au titre du paragraphe (2), les substituts sont réputés ne pas être membres de l'Office.	Statut des substituts
Oath of office	17. Before taking up their duties, members of the Board shall take and subscribe the oath of office set out in Schedule II before a person authorized by law to administer oaths.	17. Préalablement à leur entrée en fonctions, tous les membres prêtent, devant une personne habilitée à recevoir les serments, le serment professionnel prévu à l'annexe II.	Serment professionnel
Tenure	18. Any member of the Board may be removed for cause, but before a member who was nominated by the designated Inuit organization, Makivik or the territorial Ministers is removed, the federal Minister shall consult the designated Inuit organization, Makivik or the territorial Ministers, as the case may be.	18. Tout membre peut être révoqué pour un motif valable. Avant de procéder à la révocation, le ministre fédéral consulte, le cas échéant, l'organisation inuit désignée, Makivik ou les ministres territoriaux, selon la provenance de la recommandation sur laquelle est fondée la nomination du membre.	Révocation

Reappointment	19. A member is eligible to be reappointed to the Board in the same or another capacity.	19. Le mandat des membres peut être reconduit, à des fonctions identiques ou non.	Renouvellement
Vacancies	20. Where the office of a member becomes vacant, the federal Minister shall, without delay, appoint a new member to that office, and where the vacancy occurs during the term of a member the appointment shall be made for the remainder of that term.	20. Il incombe au ministre fédéral de combler sans délai toute vacance à l'Office; 5 lorsque celle-ci survient en cours de mandat, 5 le remplaçant exerce ses fonctions pour le reste du mandat de son prédécesseur.	Vacance
Duties of Chairperson	21. The Chairperson is the chief executive officer of the Board and has such powers, 10 duties and functions as are prescribed by the by-laws of the Board.	21. Le président est le premier dirigeant de l'Office et exerce les attributions que lui confie celui-ci par règlement administratif. 10	Fonctions du président
Conflict of interest	22. (1) No member of the Board may participate in a decision in which that member has a material conflict of interest. 15	22. (1) Est incompetent pour participer à la prise d'une décision le membre qui se trouve en situation de conflit d'intérêts important par rapport à l'affaire en cause.	Conflit d'intérêts
Status of Inuk or interest in land	(2) A member is not placed in a material conflict of interest merely because the member has the status under the Agreement of an Inuk or has an interest in land in Nunavut.	(2) Ne constitue toutefois pas un conflit 15 d'intérêts important le fait de détenir un intérêt foncier au Nunavut ou le statut d'Inuk au sens de l'Accord.	Statut d'Inuk ou intérêt foncier
Expenses	23. (1) Each member of the Board shall be 20 paid such travel and living expenses incurred by the member while absent from the member's ordinary place of residence in the course of performing duties under this Act as are consistent with Treasury Board directives for 25 public servants.	23. (1) Les membres sont indemnisés, conformément aux lignes directrices du 20 Conseil du Trésor, des frais de déplacement et de séjour faits dans l'exercice de leurs fonctions hors du lieu de leur résidence habituelle.	Frais
Workers' compensation	(2) A member is deemed to be an employee for the purposes of the <i>Government Employees Compensation Act</i> and to be employed in the public service of Canada for 30 the purposes of any regulation made pursuant to section 9 of the <i>Aeronautics Act</i> .	(2) Ils sont réputés être agents de l'État pour l'application de la <i>Loi sur l'indemnisation des 25 agents de l'État</i> et appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application des règlements pris en vertu de l'article 9 de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> .	Indemnisation des accidents du travail
<i>Languages</i>		<i>Langues</i>	
Language of business	24. (1) The Board shall conduct its business in both of the official languages of Canada in accordance with the <i>Official Languages Act</i> 35 and any directives of the federal Minister, and, on request by a member, in Inuktitut.	24. (1) L'Office exerce ses activités dans les 30 deux langues officielles du Canada, conformément à la <i>Loi sur les langues officielles</i> et aux instructions que peut lui adresser le ministre fédéral, et, chaque fois qu'un membre en fait la demande, en inuktitut. 35	Activités de l'Office
Public hearings	(2) The Board shall conduct public hearings in both of the official languages of Canada in accordance with the <i>Official Languages Act</i> 40 and any directives of the federal Minister, and, on request by a member, an applicant or an intervenor, in Inuktitut.	(2) En outre, dans le cadre des enquêtes publiques de l'Office, l'inuktitut est utilisé chaque fois qu'un membre, un demandeur ou un intervenant en fait la demande.	Enquêtes publiques

Translation or interpretation	(3) Nothing in subsection (1) or (2) shall be construed to prevent the use of translation or interpretation services where a member is otherwise unable to conduct business in Inuktitut or in either official language.	(3) Les paragraphes (1) et (2) n'ont pas pour effet d'empêcher l'utilisation de services de traduction et d'interprétation pour pallier la connaissance insuffisante qu'a un membre de l'inuktitut ou de l'une ou l'autre langue officielle.	Membres
Witnesses	(4) The Board has, in any proceedings before it, the duty to ensure that any person giving evidence before it may be heard in Inuktitut or either official language, and that in being so heard the person will not be placed at a disadvantage by not being heard in another of those languages.	(4) Il incombe à l'Office de veiller à ce que tout témoin qui comparaît devant lui puisse déposer en inuktitut ou dans l'une ou l'autre des langues officielles sans subir de préjudice du fait qu'il ne s'exprime pas dans une autre de ces langues.	Témoins
Inuinqtun	(5) In this section, "Inuktitut" includes Inuinqtun.	(5) Pour l'application du présent article, l'iniuinqtun est assimilé à l'inuktitut.	Inuinqtun
<i>Head Office and Meetings</i>		<i>Siège et réunions</i>	
Head office	25. The head office of the Board shall be at Rankin Inlet, or at such other place in Nunavut as the Governor in Council may designate.	25. Le siège de l'Office est fixé à Rankin Inlet ou en tout autre lieu du Nunavut que désigne le gouverneur en conseil.	Siège
Meetings	26. (1) The Board shall ordinarily hold its meetings in Nunavut.	26. (1) L'Office tient habituellement ses réunions au Nunavut.	Réunions
Participation by telephone	(2) Subject to the by-laws of the Board, any member may participate in a business meeting by means of telephone or other communications facilities that are likely to enable all persons participating in the meeting to hear each other, and a member so participating is deemed for all purposes of this Act to be present at that meeting.	(2) Sous réserve des règlements administratifs, un membre peut, pour participer à une réunion interne, utiliser tout moyen technique — notamment le téléphone — de nature à permettre à tous les participants de communiquer oralement entre eux; il est alors réputé, pour l'application de la présente loi, avoir assisté à la réunion.	Participation à distance
<i>Status and General Powers</i>		<i>Statut et pouvoirs généraux</i>	
Status	27. (1) The Board is an institution of public government but is not an agent of Her Majesty.	27. (1) L'Office est un organisme public non mandataire de Sa Majesté.	Statut
Powers	(2) The Board may, for the purposes of conducting its business, (a) acquire personal property in its own name and dispose of the property; and (b) enter into contracts in its own name.	(2) Pour l'exercice de ses activités, l'Office peut, en son propre nom, conclure des contrats et acquérir et aliéner des biens meubles.	Pouvoirs
Legal proceedings	(3) Actions, suits or other legal proceedings in respect of any right or obligation acquired or incurred by the Board may be brought or taken by or against the Board in its name in any court that would have jurisdiction if the Board were a corporation.	(3) À l'égard des droits et obligations qu'il assume, l'Office peut ester en justice sous son propre nom devant toute juridiction qui serait compétente s'il était une personne morale.	Action en justice

Panels	<p>28. (1) The Board may establish panels of the Board and delegate any of its powers, duties and functions to them.</p>	<p>28. (1) L'Office peut se constituer en comités et déléguer à ceux-ci tout ou partie de ses attributions.</p>	Comités
Composition	<p>(2) Every panel shall consist of equal numbers of members appointed to the Board on the nomination of the designated Inuit organization or Makivik, as the case may be, and other members.</p>	<p>(2) Chaque comité est formé d'un nombre égal de membres nommés à l'Office sur recommandation de l'organisation inuit désignée — ou Makivik, le cas échéant — et d'autres membres.</p>	Composition
Staff	<p>29. The Board may employ such officers and employees and engage the services of 10 such agents, advisers and experts as are necessary for the proper conduct of its business, and may fix the terms and conditions of their employment or engagement and pay their remuneration.</p>	<p>29. L'Office peut s'assurer les services, à titre de membres du personnel, mandataires, 10 conseillers ou experts, des personnes nécessaires à l'exercice de ses activités, fixer leurs conditions d'engagement ou d'emploi et payer leur rémunération.</p>	Personnel
<i>Financial Provisions</i>		<i>Dispositions financières</i>	
Annual budget	<p>30. (1) The Board shall annually submit a budget for the following fiscal year to the federal Minister for consideration.</p>	<p>30. (1) L'Office établit annuellement un 15 budget de fonctionnement pour l'exercice suivant et le soumet à l'examen du ministre fédéral.</p>	Budget annuel
Accounts	<p>(2) The Board shall maintain books of account and records in relation to them in 20 accordance with accounting principles recommended by the Canadian Institute of Chartered Accountants or its successor.</p>	<p>(2) Il tient les documents comptables nécessaires, en conformité avec les principes 20 comptables recommandés par l'Institut canadien des comptables agréés ou les successeurs ou ayants droit de celui-ci.</p>	Documents comptables
Consolidated financial statements	<p>(3) The Board shall, within such time after the end of each fiscal year as the federal 25 Minister specifies, prepare consolidated financial statements in respect of that fiscal year in accordance with the accounting principles referred to in subsection (2), and shall include in the consolidated financial statements any 30 information or statements that are required in support of them.</p>	<p>(3) Dans le délai fixé par le ministre fédéral, il établit annuellement, en conformité avec les 25 mêmes principes comptables, des états financiers consolidés; il y inclut les renseignements ou documents nécessaires à l'appui de ceux-ci.</p>	États financiers consolidés
Audit	<p>(4) The accounts, financial statements and financial transactions of the Board shall be 35 audited annually by the auditor of the Board and, where the federal Minister requests, the Auditor General of Canada. The auditor and, where applicable, the Auditor General of Canada, shall make a report of the audit to the Board, and the Board shall, as soon as 40 practicable, send the report to the Minister.</p>	<p>(4) Les comptes, états financiers et opéra-30 tions financières de l'Office sont vérifiés annuellement par le vérificateur de celui-ci et, à la demande du ministre fédéral, par le vérificateur général du Canada. Le rapport du vérificateur de l'Office et, le cas échéant, celui 35 du vérificateur général sont présentés à l'Office, qui les transmet au ministre fédéral dans les meilleurs délais.</p>	Vérification

	<i>Reports</i>	<i>Rapports</i>	
Annual report	<p>31. (1) The Board shall, within three months after the end of each fiscal year, submit to the federal Minister a report on its activities in that year, and shall include in that annual report information on the following matters:</p> <p>(a) its operations;</p> <p>(b) the number of applications made to it;</p> <p>(c) the decisions made by it; and</p> <p>(d) any other matters that the federal Minister may specify.</p>	<p>31. (1) Dans les trois mois qui suivent la fin de chaque exercice, l'Office présente au ministre fédéral son rapport d'activité pour cet exercice. Le rapport annuel fait état de ce qui suit :</p> <p>a) ses activités;</p> <p>b) le nombre de demandes dont il a été saisi;</p> <p>c) les décisions qu'il a prises;</p> <p>d) toute autre question que précise le ministre fédéral.</p>	Rapport annuel
	5	5	
Publication	(2) The Board shall publish the annual report.	(2) L'Office publie son rapport annuel.	Publication
	10	10	
	<i>Rules and By-laws</i>	<i>Règles et règlements administratifs</i>	
Rules	<p>32. The Board may make rules respecting the practice and procedure in relation to applications to and hearings before it.</p>	<p>32. L'Office peut établir des règles régissant la procédure applicable aux demandes dont il est saisi et au déroulement de ses séances et enquêtes publiques.</p>	Règles
	15	15	
Publication of proposed rules	<p>33. (1) At least sixty days before making a rule, the Board shall give notice of the proposed rule in a newspaper or other periodical that, in the opinion of the Board, has a large circulation in Nunavut, and to the council of 20 each municipality in Nunavut. The notice shall invite interested persons to make representations in writing to the Board with respect to the proposed rule within sixty days after the publication of the notice.</p>	<p>33. (1) Au moins soixante jours avant l'établissement d'une règle, l'Office en donne avis dans un journal ou autre périodique qui, à son avis, jouit d'une vaste distribution au Nunavut; l'avis est en outre donné, dans le même délai, au conseil de chaque municipalité du Nunavut. L'Office y invite les intéressés à présenter par écrit, dans les soixante jours suivant la publication de l'avis, leurs observations à cet égard.</p>	Publication des règles
	25	25	
Exception	<p>(2) Notice of a proposed rule need not be published more than once pursuant to subsection (1), whether or not the rule is amended after the publication as a result of representations made to the Board, but the rules</p> <p>(a) must not be made until after the Board has responded to any representations made; and</p> <p>(b) must be published in the <i>Canada Gazette</i> immediately after they are made.</p>	<p>(2) Il n'est pas nécessaire de publier de nouvel avis relativement au projet de règle qui a été modifié à la suite d'observations, mais le texte définitif de la règle ne peut être établi tant que l'Office n'a pas répondu aux observations reçues, et doit être publié dans la <i>Gazette du Canada</i> dès son établissement.</p>	Dispense
	30	30	
Non-application of Statutory Instruments Act	<p>(3) Sections 3, 5 and 11 of the <i>Statutory Instruments Act</i> do not apply in respect of the rules of the Board.</p>	<p>(3) Les articles 3, 5 et 11 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'appliquent pas aux règles de l'Office.</p>	<i>Loi sur les textes réglementaires</i>
	35	35	

Principles to be applied

34. The Board shall apply the following principles when making rules for the conduct of public hearings:

(a) the admission of evidence that would not normally be admissible under strict rules of evidence shall be allowed, and appropriate weight shall be given to such evidence; and

(b) due regard and weight shall be given to Inuit culture, customs and knowledge.

34. Pour l'établissement des règles concernant ses enquêtes publiques et de ses règlements administratifs, l'Office applique les principes suivants :

a) permettre l'admission d'éléments de preuve par ailleurs inadmissibles au regard des règles habituelles et prévoir qu'il y sera accordé l'importance voulue;

b) accorder l'attention et l'importance voulues à la culture, aux coutumes et aux connaissances des Inuit.

Principes directeurs

By-laws

35. The Board may make by-laws respecting the conduct and management of its internal administrative affairs.

35. L'Office peut, par règlement administratif, régir la conduite et la gestion de ses affaires internes.

Règlements administratifs

Objects

Management of waters

36. The objects of the Board are to provide for the conservation and management of waters in Nunavut, except in national parks, through the regulation of the development and utilization of those waters, in a manner that will provide the optimum benefit therefrom for all Canadians and the residents of Nunavut in particular.

36. L'Office a pour mission de veiller à la gestion et à la conservation des eaux du Nunavut — à l'exclusion des parcs nationaux — en régulant leur exploitation et leur utilisation, de la façon la plus rentable possible pour les Canadiens en général et les habitants du Nunavut en particulier.

Gestion des eaux

Land use plans

37. (1) The Board shall contribute fully to the development of land use plans so far as they concern water in Nunavut, by providing recommendations to the Nunavut Planning Commission.

37. (1) L'Office collabore pleinement à l'élaboration des plans d'aménagement du territoire qui touchent les eaux du Nunavut en présentant à la Commission d'aménagement ses recommandations à cet égard.

Aménagement du territoire

Review of projects

(2) In order to avoid unnecessary duplication and to ensure that projects are dealt with in a timely manner, the Board shall cooperate and coordinate its consideration of applications under this Act with the Nunavut Planning Commission's review of projects for conformity with land use plans that have been approved under the Agreement.

(2) Afin d'éviter les pertes de temps et le double emploi, l'Office collabore également à l'examen des projets au regard des plans approuvés conformément à l'Accord.

Examen des projets

Screening and review of projects

38. (1) In order to avoid unnecessary duplication and to ensure that projects are dealt with in a timely manner, the Board shall cooperate and coordinate its consideration of applications under this Act with the Nunavut Impact Review Board, in relation to the screening and review of projects by that Board.

38. (1) Afin d'éviter les pertes de temps et le double emploi, l'Office collabore avec la Commission d'examen des projets de développement en vue de coordonner l'examen des demandes dont il est saisi, et participe à l'examen des projets par la Commission.

Examen des projets de développement

Joint hearings	<p>(2) The Board may, in lieu of conducting a separate public hearing in respect of a licence in connection with a project for which a public hearing is to be held by the Nunavut Impact Review Board, conduct, in relation to the project, a joint hearing with that Board or participate in the hearing of that Board.</p>	<p>(2) L'Office peut, au lieu de tenir sa propre enquête publique relativement à un permis lié à un projet dont est saisie la Commission d'examen des projets de développement, tenir avec celle-ci une enquête publique conjointe ou participer à l'enquête publique tenue par elle.</p>	Enquêtes conjointes
Other water authorities	<p>39. Where the use of waters or the deposit of waste that is the subject of an application to the Board would have a significant impact on a use of waters or a deposit of waste in a national park or any place outside Nunavut, the Board may collaborate with any body exercising powers of water management in that park or place.</p>	<p>39. L'Office peut, lorsque l'activité — utilisation des eaux ou rejet de déchets — visée par une demande dont il est saisi aurait des répercussions importantes sur l'utilisation des eaux dans un parc national ou à l'extérieur du Nunavut, solliciter la collaboration de toute autorité compétente en matière de gestion des eaux pour le parc ou la région visée.</p>	Autres autorités de gestion des eaux
Marine areas	<p>40. (1) The Board may, either jointly with the Nunavut Planning Commission and the Nunavut Impact Review Board, acting as the Nunavut Marine Council referred to in section 15.4.1 of the Agreement, or on its own, advise and make recommendations respecting any marine area to any department or agency of the Government of Canada or the Government of the Northwest Territories, and those governments shall consider that advice and those recommendations when making any decision that may affect that marine area.</p>	<p>40. (1) L'Office peut, soit individuellement, soit conjointement avec la Commission d'aménagement et la Commission d'examen des projets de développement dans le cadre des activités du Conseil du milieu marin du Nunavut mentionné à l'article 15.4.1 de l'Accord, conseiller tout ministère ou organisme public en ce qui concerne les zones marines et formuler des recommandations à cet égard. Les gouvernements fédéral et territorial tiennent compte de ces conseils et recommandations pour la prise de toute décision touchant ces zones.</p>	Gestion des zones marines
Definition of "marine area"	<p>(2) In this section, "marine area" means any waters of the Nunavut Settlement Area, other than inland waters, and the seabed and subsoil below those waters.</p>	<p>(2) Au présent article, « zones marines » s'entend des eaux de la région du Nunavut — à l'exclusion des eaux intérieures —, ainsi que de leur fond et de leur sous-sol.</p>	Définition de « zones marines »

LICENCES

ATTRIBUTION DE PERMIS

General Rules

Règles générales

Issuance	<p>41. (1) Subject to this Act and on application, the Board may issue the appropriate licence.</p>	<p>41. (1) Saisi d'une demande à cet effet et sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'Office peut délivrer le permis35 approprié.</p>	Délivrance
Exception	<p>(2) The Board may not issue a licence in respect of a use of waters described in subsection 10(2).</p>	<p>(2) Il ne délivre aucun permis à l'égard des formes d'utilisation des eaux mentionnées au paragraphe 10(2).</p>	Exceptions
Refusal to issue licence	<p>(3) The Board may not refuse to issue a licence merely because the regulations authorize the use of waters or the deposit of waste without a licence.</p>	<p>(3) Il ne peut refuser de délivrer un permis40 pour la seule raison que les règlements autorisent déjà l'exercice sans permis de l'activité visée.</p>	Refus de délivrer un permis

Renewal, amendment and cancellation

42. (1) Subject to this Act, the Board may
 (a) on application by the licensee, renew a licence, with or without changes to the conditions of the licence;
 (b) amend, for a specified term or otherwise, any condition of a licence
 (i) on application by the licensee,
 (ii) to deal with a water shortage, or
 (iii) where the Board considers the amendment to be in the public interest; 10 and
 (c) cancel a licence
 (i) on application by the licensee,
 (ii) where the licensee, for three successive years, fails to exercise the licensee's 15 rights under the licence, or
 (iii) where the Board considers the cancellation to be in the public interest.

42. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'Office peut :
 a) à la demande du titulaire, renouveler le permis de celui-ci, avec ou sans modification; 5
 b) modifier, pour une durée déterminée ou non, toute condition d'un permis :
 (i) soit à la demande du titulaire,
 (ii) soit en cas de pénurie d'eau,
 (iii) soit dans tout autre cas où il estime 10 que la modification sert l'intérêt public;
 c) annuler un permis dans les situations suivantes :
 (i) le titulaire le demande,
 (ii) le titulaire n'a pas exercé ses droits 15 pendant trois années consécutives,
 (iii) tout autre cas où il estime que l'annulation sert l'intérêt public.

Renouvellement, modification et annulation

Renewal and amendment

(2) Sections 56 to 74 apply in relation to the renewal or amendment of a licence.

(2) Le renouvellement et la modification d'un permis sont subordonnés aux conditions, 20 formalités et exigences prévues aux articles 56 à 74.

Conditions, formalités et exigences

Assignment of licences

43. (1) A sale or other disposition by a licensee of any right, title or interest in an appurtenant undertaking constitutes, subject to the authorization of the Board, an assignment of the licence to the person to whom the 25 sale or other disposition is made.

43. (1) L'aliénation — notamment par vente — des droits, titres ou intérêts d'un titulaire de permis relatifs à une entreprise principale 25 emporte, sous réserve de l'autorisation de l'Office, cession du permis à l'acquéreur.

Cession de permis

Authorization of assignment

(2) The Board shall, on application, authorize the assignment of a licence if it is satisfied that the assignment and the operation of the appurtenant undertaking would not be likely 30 to result in a contravention of any condition of the licence or any provision of this Act or the regulations.

(2) L'Office autorise sur demande la cession s'il est convaincu que celle-ci, de même que l'exploitation de l'entreprise par l'acquéreur, 30 n'entraîneraient vraisemblablement aucune contravention des conditions du permis ou des dispositions de la présente loi ou de ses règlements.

Autorisation de cession

Licence not otherwise assignable

(3) Except as provided in this section, a licence is not assignable. 35

(3) Sauf dans la mesure où le prévoit le 35 présent article, le permis n'est pas cessible.

Incessibilité sans autorisation

Term

44. The term of a licence or any renewal shall not exceed twenty-five years.

44. La durée de validité d'un permis ou de chaque renouvellement ne peut excéder vingt-cinq ans.

Durée de validité

Expiration or cancellation

45. The expiration or cancellation of a licence does not relieve the holder from any obligations imposed by the licence.

45. L'expiration ou l'annulation d'un permis ne décharge pas le titulaire des obligations que lui imposait celui-ci.

Expiration ou annulation du permis

Precedence of licensees

46. Where two persons have applied for the right to use waters under a licence pursuant to this Act or the *Northwest Territories Waters Act*, the person who first applied for that right is entitled to the use of the waters in accordance with that person's licence in precedence to the licenced use of the waters by the other person.

46. Lorsque deux personnes ont demandé, en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, le droit d'utiliser les eaux en conformité avec un permis, celle qui, la première, a présenté une demande régulière à cet effet a priorité sur l'autre quant à l'utilisation des eaux en conformité avec son permis.

Priorité

Applications in Relation to Licences

Demandes relatives aux permis

Requirements

47. (1) An application in relation to a licence shall contain the information and be in the form required by the rules of the Board, and be accompanied by the fees required by the regulations.

47. (1) La demande — délivrance, renouvellement, modification ou annulation — relative à un permis doit être accompagnée des droits réglementaires et respecter les exigences prévues par les règles de l'Office quant à sa forme et à son contenu.

Exigences

Information and studies to be provided to Board

(2) An application, except in relation to a cancellation, shall be accompanied by the information and studies concerning the use of waters or the deposit of waste that are required for the Board to evaluate the qualitative and quantitative effects of the use or the deposit on waters.

(2) Sauf lorsqu'elle vise l'annulation du permis, la demande est accompagnée des études et des renseignements relatifs à l'activité visée qui permettront à l'Office d'en apprécier les effets qualitatifs et quantitatifs sur les eaux.

Études et renseignements

Guidelines for applicant

(3) On the filing of an application, the Board may provide guidelines to the applicant respecting the information to be provided by the applicant in respect of any matter that the Board considers relevant, including the following:

(3) L'Office peut, au moment du dépôt de la demande, remettre au demandeur des lignes directrices concernant les renseignements à fournir à l'appui de celle-ci sur tout point qu'il juge utile, notamment :

Lignes directrices

(a) the description of the use of waters, deposit of waste or appurtenant undertaking, as the case may be;

a) la description de l'activité ou de l'entreprise principale, selon le cas;

(b) the qualitative and quantitative effects of the use of waters or the deposit of waste on the drainage basin where the use is to be undertaken or the deposit is to be made, and the anticipated impact of the use or deposit on other users;

b) les effets qualitatifs et quantitatifs de l'activité sur le bassin versant visé, y compris les répercussions prévues sur les autres usagers;

(c) the measures the applicant proposes to take to avoid or mitigate any adverse impact of the use of waters or the deposit of waste;

c) les mesures que se propose de prendre le demandeur afin d'éviter ou d'atténuer les effets nuisibles;

(d) the measures the applicant proposes to take to compensate persons, including the designated Inuit organization, who are adversely affected by the use of waters or the deposit of waste;

d) les mesures que se propose de prendre le demandeur pour l'indemnisation des personnes lésées — y compris l'organisation inuit désignée — par les effets nuisibles de l'activité;

e) le programme de surveillance des effets de son activité que se propose d'établir le demandeur;

45

- (e) the program the applicant proposes to undertake to monitor the impact of the use of waters or the deposit of waste;
- (f) the interests in and rights to lands and waters that the applicant has obtained or seeks to obtain; and
- (g) the options available for the use of waters or the deposit of waste.

Delegation

- 48.** The Board may delegate to its chief administrative officer the power
- (a) to issue, amend, renew or cancel a licence in relation to which no public hearing is required; and
 - (b) to authorize, in accordance with subsection 43(2), the assignment of a licence.

- 48.** L'Office peut déléguer à son administrateur général les pouvoirs suivants :
- a) délivrer, modifier, renouveler ou annuler un permis dans les cas où une enquête publique n'est pas nécessaire;
 - b) autoriser la cession d'un permis en conformité avec le paragraphe 43(2).

Délégation de pouvoirs

Procedure

Procédure

Standing

- 49.** In the exercise of its functions in relation to applications, the Board shall accord full standing to the following:
- (a) Tunngavik, or any other Organization, within the meaning of section 1.1.1 of the Agreement, designated by Tunngavik to make representations on behalf of the Inuit of Nunavut;
 - (b) Makivik to make representations respecting the interests of the Inuit of northern Quebec in relation to islands and marine areas of the Nunavut Settlement Area traditionally used and occupied by those Inuit;
 - (c) the councils of the Fort Churchill Indian Band and Northlands Indian Band to make representations respecting their interests in relation to the areas that those bands have traditionally used and continue to use; and
 - (d) the councils of the Black Lake Indian Band, Hatchet Lake Indian Band and Fond du Lac Indian Band to make representations respecting their interests in relation to the areas that those bands have traditionally used and continue to use.
- The Board shall take into account the representations.

- 49.** Dans le cadre de ses fonctions d'examen des demandes relatives aux permis, l'Office reconnaît :
- a) à Tunngavik ou à toute autre organisation — au sens de l'article 1.1.1 de l'Accord — désignée par elle, qualité pour présenter des observations au nom des Inuit du Nunavut;
 - b) à Makivik, qualité pour présenter des observations concernant les intérêts des Inuit du Nord québécois relativement aux îles et aux zones marines de la région du Nunavut traditionnellement utilisées et occupées par ceux-ci;
 - c) au conseil de la Fort Churchill Indian Band et à celui de la Northlands Indian Band, qualité pour présenter des observations au nom de ces bandes relativement à leurs intérêts dans les régions que celles-ci ont traditionnellement utilisées et continuent d'utiliser;
 - d) au conseil de la Black Lake Indian Band, à celui de la Hatchet Lake Indian Band et à celui de la Fond du Lac Indian Band, qualité pour présenter des observations au nom de ces bandes relativement à leurs intérêts dans les régions que celles-ci ont traditionnellement utilisées et continuent d'utiliser.

Présentation d'observations

Il tient compte des observations ainsi reçues.

Notice of hearings

(2) Where the Board decides or is required under this Act to hold a public hearing, it shall give notice, in the manner described in subsection (1), at least sixty days before the commencement of the hearing, of the place, date and time of the hearing. The place, date and time of the hearing must be chosen and the notice published by the Board in a manner that promotes public awareness and participation in that hearing.

(2) Lorsque l'Office décide de tenir une enquête publique ou y est obligé par la présente loi, il en donne avis — avec mention des lieu, date et heure des séances — suivant les modalités prévues au paragraphe (1) au moins soixante jours avant le début de l'enquête; la fixation des lieu, date et heure des séances, ainsi que la publication de l'avis, doivent être propres à informer le public de la tenue de l'enquête et à favoriser sa participation.

Enquête publique

Communication of information

(3) Where a public hearing is held in relation to an application, the information provided to the Board in relation to the application shall be made available to the public within a reasonable period of time before the commencement of the hearing.

(3) Lorsqu'une enquête publique a lieu, l'Office met à la disposition du public, dans un délai raisonnable avant le début de celle-ci, les renseignements qui lui ont été fournis relativement à la demande visée.

Communication de renseignements

Where public hearing not held

(4) Where a public hearing is not held in relation to an application, the Board shall not act on the application until at least thirty days after notice of the application has been published pursuant to subsection (1) unless, in the opinion of the Board, there are urgent circumstances that justify the Board acting on that application in a shorter period, but that shorter period shall not be less than ten days.

(4) En l'absence d'enquête publique, le délai mentionné au paragraphe (1) est d'au moins trente jours, à moins que l'Office n'estime que l'urgence de la situation justifie un délai inférieur; le délai ne peut toutefois être inférieur à dix jours et l'Office ne peut statuer sur la demande avant son expiration.

Absence d'enquête publique

Exception

(5) Subsections (1) and (4) do not apply in respect of an application for the amendment of a licence where the Board, with the consent of the federal Minister, declares the amendment to be required on an emergency basis.

(5) Les paragraphes (1) et (4) ne s'appliquent pas à la modification d'un permis lorsque l'Office déclare, avec l'assentiment du ministre fédéral, que celle-ci est urgente et nécessaire.

Exception

Conditions of Issuance

Approval of issuance

55. The issuance, amendment, renewal and cancellation of a type A licence and, where a public hearing is held, a type B licence are subject to the approval of the federal Minister.

Conditions de délivrance

55. Sont subordonnés à l'agrément du ministre fédéral la délivrance, le renouvellement, la modification et l'annulation d'un permis de type A et, dans les cas où une enquête publique est tenue, de type B.

Agrément

Conditions for issuance of licence

56. The Board may not issue a licence unless the applicant satisfies the Board that
 (a) any waste produced by the appurtenant undertaking will be treated and disposed of in a manner that is appropriate for the maintenance of the water quality standards and effluent standards that are prescribed by the regulations or, in the absence of such regulations, that the Board considers acceptable; and

56. L'Office ne délivre le permis que si le demandeur le convainc :
 a) d'une part, que le traitement et l'élimination des déchets produits par l'entreprise principale se feront de manière à respecter à la fois :
 (i) les normes réglementaires de qualité des eaux ou, à défaut, celles que l'Office juge acceptables,

Exigences

(b) the financial responsibility of the applicant, taking into account the applicant's past performance, is adequate for

- (i) the completion of the appurtenant undertaking,
- (ii) such measures as may be required in mitigation of any adverse impact, and
- (iii) the satisfactory maintenance and restoration of the site in the event of any future closing or abandonment of that undertaking.

57. (1) The Board may not issue a licence unless the applicant satisfies the Board that

- (a) the use of waters or the deposit of waste proposed by the applicant would not have significant adverse effects on the use of waters by any existing licensee who holds a licence issued pursuant to this Act or the *Northwest Territories Waters Act* or by any other applicant who would be entitled to use waters in precedence to the applicant by virtue of section 46, or the applicant has entered into an agreement to compensate the existing licensee or other applicant for any adverse effects; or
- (b) where the adverse effects on any such existing licensee or other applicant would not be significant, the applicant has paid or undertaken to pay compensation to the licensee or applicant in an amount that the Board considers appropriate.

(2) For the purpose of paragraph (1)(b), an applicant need not indemnify an existing licensee or other applicant referred to in that paragraph who fails to respond to the notice of application given pursuant to subsection 54(1) within the time period specified in that notice for making representations to the Board.

58. Section 57 does not apply to a person who holds a licence or who has applied for a licence in relation to an instream use.

(ii) les normes réglementaires relatives aux effluents ou, à défaut, celles que l'Office juge acceptables;

b) d'autre part, que sa solvabilité est de nature, compte tenu de ses antécédents, à lui permettre :

- (i) de mener à bien l'entreprise principale,
- (ii) de prendre les mesures d'atténuation nécessaires,
- (iii) d'assurer l'entretien des lieux et leur remise en état en cas d'abandon ou de fermeture.

57. (1) L'Office ne délivre le permis que si le demandeur le convainc que, relativement à toute personne qui est titulaire d'un permis d'utilisation des eaux délivré antérieurement sous le régime de la présente loi ou de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* ou qui a présenté une demande lui conférant, aux termes de l'article 46, la priorité sur le demandeur :

- a) soit l'activité visée ne nuira pas de façon appréciable à l'utilisation des eaux par une telle personne ou, dans le cas contraire, il a conclu avec elle un accord d'indemnisation;
- b) soit, dans le cas où l'activité visée nuira mais de façon peu importante aux activités d'une telle personne, il lui a versé ou s'est engagé à lui verser, sous réserve du paragraphe (2), une indemnité jugée suffisante par l'Office.

(2) Dans le cas prévu à l'alinéa (1)b), le demandeur est déchargé des obligations qui lui incombent au titre du paragraphe (1) lorsque la personne visée n'a pas répondu, dans le délai imparti, à l'avis donné par l'Office conformément au paragraphe 54(1).

58. L'article 57 ne s'applique pas lorsque le permis dont la personne est titulaire ou qu'elle a demandé vise une utilisation ordinaire des eaux.

Compensation of existing users

Failure to respond

Limitation

Indemnisation : titulaires ou demandeurs prioritaires

Condition préalable

Exception

Compensation
of other users

59. (1) The Board may not issue a licence for a use of waters or a deposit of waste unless the applicant satisfies the Board that appropriate compensation has been or will be paid by the applicant to any person who would be adversely affected by the use or the deposit and who, at the time the application was filed,

- (a) used waters for a domestic purpose in the Northwest Territories;
- (b) held a licence under this Act or the *Northwest Territories Waters Act* to deposit waste in the Northwest Territories;
- (c) was, as authorized by the regulations, using waters or depositing waste in the Northwest Territories without a licence;
- (d) was an owner or an occupier of land, except Inuit-owned land, in the Northwest Territories; or
- (e) was a holder of an outfitting concession, a registered trapline or other rights of a similar nature in the Northwest Territories.

Failure to
respond

(2) An applicant need not compensate a person referred to in subsection (1) who fails to respond to the notice of application given pursuant to subsection 54(1), within the time period specified in that notice for making representations to the Board.

Factors in
determining
compensation

60. In determining whether compensation is appropriate for the purpose of paragraph 57(1)(b) or subsection 59(1), the Board shall consider all relevant factors, including

- (a) provable loss or damage;
- (b) potential loss or damage;
- (c) any adverse effect on the quality, quantity or flow of waters;
- (d) the extent of the use of waters by persons who would be adversely affected; and
- (e) any nuisance, inconvenience or disturbance, including noise.

59. (1) Le demandeur doit, pour obtenir la délivrance du permis, prouver à l'Office qu'il a versé ou s'est engagé à verser, à chacune des personnes mentionnées ci-après à qui nuira l'activité projetée, l'indemnité jugée suffisante par l'Office si, au moment de la demande, cette personne :

- a) utilisait les eaux à des fins domestiques dans les Territoires du Nord-Ouest;
- b) était autorisée, par un permis délivré sous le régime de la présente loi ou de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, à rejeter des déchets dans les Territoires du Nord-Ouest;
- c) utilisait les eaux dans les Territoires du Nord-Ouest ou y rejetait des déchets sans permis sous l'autorité des règlements;
- d) était le propriétaire ou l'occupant d'un bien-fonds — à l'exclusion d'une terre inuit — situé dans les Territoires du Nord-Ouest;
- e) était titulaire, dans les Territoires du Nord-Ouest, d'une concession de pourvoirie, d'une ligne de piégeage ou d'autres droits analogues.

Indemnisa-
tion : autres
usagers

Condition
préalable

(2) Le demandeur est déchargé des obligations qui lui incombent en application du paragraphe (1) lorsque la personne visée n'a pas répondu, dans le délai imparti, à l'avis donné par l'Office conformément au paragraphe 54(1).

Facteurs de
détermination

60. Pour déterminer la suffisance de l'indemnité dont il est question à l'alinéa 57(1)b) et au paragraphe 59(1), l'Office tient compte de tous facteurs utiles, notamment des suivants :

- a) toute preuve de perte ou de dommage;
- b) toute possibilité de perte ou de dommage;
- c) les effets nuisibles sur la qualité, la quantité et le débit des eaux;
- d) l'importance de l'utilisation des eaux pour les personnes à qui elle nuirait;
- e) les nuisances, les inconvénients et les troubles de jouissance — y compris le bruit.

*Inuit-owned Land**Terres inuit*

Inuit-owned land

61. Any existing use of waters by Inuit on Inuit-owned land has priority over any licensed use or deposit of waste by any person who has the right to explore, develop, produce or transport minerals, except specified substances within the meaning of the Agreement, on or under Inuit-owned land.

61. Sur les terres inuit, l'utilisation existante des eaux par les Inuit a priorité sur les besoins de tout titulaire de permis qui a le droit de chercher, d'exploiter, de produire ou de transporter des minéraux — autres que des substances spécifiées au sens de l'Accord — sur des terres inuit ou dans leur sous-sol.

Terres inuit

Compensation agreements

62. (1) The Board shall not issue a licence in respect of a use of waters or a deposit of waste that may substantially alter the quality, quantity or flow of waters on or flowing through Inuit-owned land, unless

(a) the applicant has entered into an agreement with the designated Inuit organization to pay compensation for any loss or damage that may be caused by the alteration; or

(b) where there is no agreement referred to in paragraph (a), the Board has, on the request of the applicant or the designated Inuit organization, made a determination of the compensation referred to in that paragraph.

62. (1) L'Office ne délivre de permis à l'égard d'une activité susceptible de modifier sensiblement la qualité, la quantité ou le débit des eaux situées sur une terre inuit ou la traversant que dans les cas suivants :

a) le demandeur a conclu avec l'organisation inuit désignée un accord d'indemnisation relativement aux pertes ou dommages susceptibles d'être causés par le changement;

b) à défaut d'accord, il a, à la requête de l'une ou l'autre des parties, fixé l'indemnité à payer.

Accords d'indemnisation

Payment of compensation

(2) The payment of compensation referred to in paragraph (1)(b) shall be a condition of the licence.

(2) Le paiement de l'indemnité visée à l'alinéa (1)b) fait partie des conditions du permis.

Paiement de l'indemnité

Costs

(3) Unless otherwise determined by the Board, costs incurred by the designated Inuit organization as a result of a request referred to in paragraph (1)(b) shall be paid by the applicant.

(3) Sauf décision contraire de l'Office, les frais faits par l'organisation inuit désignée dans le cadre du processus prévu à l'alinéa (1)b) sont à la charge du demandeur.

Frais

Use outside Nunavut

63. On request by the designated Inuit organization or a person who has applied to the water authority responsible for the management of waters outside Nunavut, but within the Northwest Territories, for a licence or other authorization in relation to a use of waters or a deposit of waste that may substantially alter the quality, quantity or flow of waters flowing through Inuit-owned land, the Board shall use its best efforts to reach a joint determination with that authority on the compensation to be paid.

63. À la requête de l'organisation inuit désignée ou de la personne qui demande l'autorité ayant compétence pour la gestion des eaux dans les Territoires du Nord-Ouest mais à l'extérieur du Nunavut un permis ou toute autre autorisation permettant une activité — utilisation des eaux ou rejet de déchets — susceptible de modifier sensiblement la qualité, la quantité ou le débit d'eaux traversant des terres inuit, l'Office collabore avec cette autorité pour fixer l'indemnité à verser.

Activités de l'extérieur

Negotiation to be in good faith

64. A request referred to in paragraph 62(1)(b) or section 63 shall not be considered by the Board unless the requester has negotiated in good faith and has been unable to reach an agreement.

64. L'Office n'examine la requête visée à l'alinéa 62(1)b) ou à l'article 63 que si le requérant a tenté, de bonne foi mais sans succès, de négocier un accord d'indemnisation.

Négociation de bonne foi

45

Factors in determining compensation

65. For the purpose of determining compensation pursuant to paragraph 62(1)(b) and section 63, the Board shall take into account the following factors:

- (a) the adverse effects of the alteration of the quality, quantity or flow of waters on Inuit-owned land; 5
- (b) the nuisance, inconvenience or disturbance, including noise, caused by the alteration; 10
- (c) the cumulative adverse effects of the alteration and of the existing uses of waters and deposits of waste;
- (d) the cultural attachment of Inuit to Inuit-owned land and to waters on or flowing through that land; 15
- (e) the peculiar and special value of Inuit-owned land, including the waters on or flowing through that land; and
- (f) any interference with Inuit rights derived from the Agreement or otherwise. 20

Periodic review and payment

66. Unless otherwise agreed by the designated Inuit organization and the applicant, where the Board has made a determination of compensation pursuant to paragraph 62(1)(b) or section 63 the Board shall provide, where the nature and duration of the use or deposit of waste warrant it, for the periodic review and periodic payment of that compensation. 25

National parks in Nunavut

67. Sections 62 and 64 to 66 apply in respect of a use of waters or a deposit of waste that is within the jurisdiction of the water authority responsible for the management of waters in a national park in Nunavut, and that may substantially alter the quality, quantity or flow of waters on or flowing through Inuit-owned land, except that 35

- (a) a determination of compensation pursuant to paragraph 62(1)(b) shall be made by the Board; and 40
- (b) the reference to a licence in section 62 shall be read as a reference to an authorization to use waters or deposit waste given by the authority.

Facteurs de détermination

65. La suffisance de l'indemnité dont il est question à l'alinéa 62(1)b) ou à l'article 63 est déterminée en fonction des facteurs suivants :

- a) les effets nuisibles du changement de qualité, de quantité ou de débit des eaux sur les terres inuit; 5
- b) les nuisances, les inconvénients et les troubles de jouissance — y compris le bruit — causés par le changement;
- c) les effets nuisibles cumulatifs du changement et des activités — utilisation des eaux et rejet de déchets — existantes; 10
- d) l'attachement culturel des Inuit aux terres inuit visées et aux eaux s'y trouvant ou les traversant; 15
- e) la valeur particulière ou exceptionnelle des terres inuit visées et des eaux s'y trouvant ou les traversant;
- f) toute atteinte causée aux droits des Inuit découlant de l'Accord ou de quelque autre source. 20

Révision périodique

66. Sauf entente à l'effet contraire entre l'organisation inuit désignée et le demandeur, l'indemnité fixée en vertu de l'alinéa 62(1)b) ou de l'article 63 est versée sous forme de paiements périodiques et fait l'objet de révisions périodiques, compte tenu de la nature et de la durée de l'activité. 25

Parcs nationaux du Nunavut

67. Les articles 62 et 64 à 66 s'appliquent aux activités — utilisation des eaux ou rejet de déchets — relevant de l'autorité responsable de la gestion des eaux dans un parc national situé au Nunavut, et susceptibles de modifier sensiblement la qualité, la quantité ou le débit des eaux situées sur une terre inuit ou la traversant, sous réserve des adaptations suivantes : 35

- a) la détermination de l'indemnité dans le cas prévu à l'alinéa 62(1)b) est réservée à l'Office; 40
- b) à l'article 62, la mention d'un permis vaut mention de toute autorisation au même effet émanant de l'autorité.

*Conditions of Licences**Conditions des permis*

Powers of Board

68. Subject to this Act and the regulations, the Board may include in a licence any conditions that it considers appropriate, including conditions relating to

- (a) the manner in which waters may be used;
- (b) the quantity, concentration and types of waste that may be deposited and the manner of depositing waste;
- (c) the studies to be undertaken, works to be constructed, plans, including contingency plans, to be submitted, and monitoring programs to be undertaken; and
- (d) any future closing or abandonment of the appurtenant undertaking.

68. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de ses règlements, l'Office peut assortir le permis des conditions qu'il juge indiquées, notamment en ce qui touche :

- a) les modalités d'utilisation des eaux visées par le permis;
- b) la quantité, la concentration et le type de déchets pouvant être rejetés par le titulaire dans les eaux, ainsi que les modalités de l'opération de rejet proprement dite;
- c) les études à mener, les travaux à réaliser, les plans — y compris les plans de rechange — à proposer et les programmes de surveillance à entreprendre;
- d) tout éventuel abandon ou fermeture de l'entreprise principale.

Pouvoir de l'Office

Purpose of conditions

69. In fixing the conditions of a licence, the Board shall make all reasonable efforts to minimize

- (a) any adverse effects of the licensed use of waters or deposit of waste on the persons who are entitled to be paid compensation pursuant to section 57 or 59;
- (b) any interference by any person referred to in section 61 with the existing use of waters by the Inuit, whether that use was or was not licensed; and
- (c) any loss or damage described in section 62.

69. Les conditions imposées par l'Office doivent, dans la mesure du possible, être de nature à atténuer :

- a) les effets nuisibles des activités visées par le permis pour les personnes en droit d'être indemnisées au titre des articles 57 ou 59;
- b) les entraves causées, par un titulaire de permis visé à l'article 61, à l'utilisation existante des eaux par les Inuit, que celle-ci fasse ou non l'objet d'un permis;
- c) les pertes et dommages visés à l'article 62.

Objet des conditions

Conditions of waste deposit

70. The conditions in a licence relating to the deposit of waste in waters

- (a) must be based on the water quality standards prescribed for those waters by the regulations, if any; and
- (b) must be at least as stringent as the effluent standards prescribed for those waters by the regulations, if any.

70. Les conditions relatives au rejet de déchets doivent être à la fois, le cas échéant :

- a) fondées sur les normes réglementaires de qualité des eaux;
- b) au moins aussi sévères que les normes réglementaires relatives aux effluents et applicables à ces eaux.

Conditions relatives aux déchets

Regulations under the Fisheries Act

71. Where the Board issues a licence in respect of any waters to which regulations made under subsection 36(5) of the *Fisheries Act* apply, any conditions in the licence relating to the deposit of waste in those waters must be at least as stringent as the conditions prescribed by those regulations.

71. Dans le cas du permis visant des eaux régies par des règlements d'application du paragraphe 36(5) de la *Loi sur les pêches*, les conditions dont il est assorti doivent être au moins aussi sévères que les restrictions imposées par ces règlements en matière de rejet de substances nocives et applicables à ces eaux.

Règlements d'application de la *Loi sur les pêches*

Conditions relating to design of works

72. A licence must include conditions that are at least as stringent as any standards prescribed by the regulations for the design, construction, operation and maintenance of works used in relation to appurtenant undertakings.

72. Le permis doit être assorti de conditions qui sont au moins aussi sévères que les normes réglementaires relatives à la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien des ouvrages utilisés dans le cadre de l'entreprise principale.

Conditions relatives aux ouvrages

Licence conditions deemed amended

73. Where regulations referred to in sections 70 to 72 are made or amended after the issuance of a licence, the conditions of the licence are thereupon deemed to be amended to the extent, if any, necessary in order to comply, or remain in compliance, with those sections.

73. Les conditions sont réputées automatiquement modifiées, dans la mesure où cela est nécessaire pour l'application des articles 70 à 72, par l'établissement ou la modification, après la délivrance du permis, de règlements visés par ces articles.

Présomption de modification

Security

Security

74. (1) The Board may require an applicant, a licensee or a prospective assignee to furnish and maintain security with the federal Minister in the form, of the nature, subject to such terms and conditions and in an amount prescribed by, or determined in accordance with, the regulations or that is satisfactory to the Minister.

74. (1) L'Office peut exiger du titulaire, du demandeur ou du cessionnaire éventuel d'un permis qu'il fournisse au ministre fédéral et maintienne une garantie dont la nature, les conditions, la forme et le montant sont conformes aux règlements ou jugés acceptables par ce dernier.

Demande de garantie

Application of security

(2) The security provided by a licensee may be applied by the federal Minister

(2) Le ministre fédéral peut affecter la

Utilisation de la garantie

(a) to compensate, fully or partially, a person, including the designated Inuit organization, who is entitled to compensation pursuant to section 12 and who has been unsuccessful in recovering that compensation, if the Minister is satisfied that the person has taken all reasonable measures to recover it; and

a) au dédommagement, en tout ou en partie, de toute personne — y compris l'organisation inuit désignée — qui n'a pas réussi à obtenir de l'intéressé l'indemnisation à laquelle elle avait droit aux termes de l'article 12, s'il est convaincu que les dispositions nécessaires à cette fin ont effectivement été prises;

(b) to reimburse Her Majesty in right of Canada, fully or partially, for reasonable costs incurred by Her Majesty in right of Canada pursuant to subsection 85(4) or, subject to subsection (3), pursuant to subsection 87(1).

b) au remboursement, en tout ou en partie, à Sa Majesté du chef du Canada des frais qu'entraîne l'application du paragraphe 85(4) ou, sous réserve du paragraphe (3), du paragraphe 87(1).

Limitation

(3) Paragraph (2)(b) applies in respect of costs incurred pursuant to subsection 87(1) only to the extent that the costs were incurred in relation to a contravention referred to in subparagraph 87(1)(b)(i).

(3) Dans le cas des frais engagés au titre du paragraphe 87(1), l'alinéa (2)b) ne s'applique qu'à ceux qui découlent de l'application du sous-alinéa 87(1)b)(i).

Exception

Limitation of security

(4) The amount of the security applied by the federal Minister pursuant to subsection (2) in respect of a particular incident or matter may not exceed the total amount of the security required to be furnished and maintained by the licensee under subsection (1).

(4) Le total des sommes affectées par le ministre fédéral au titre du paragraphe (2) ne peut, dans une affaire donnée, excéder le montant de la garantie devant être fournie.

Limitation de la garantie

Refund of security

(5) Where the federal Minister is satisfied that an appurtenant undertaking has been permanently closed or permanently abandoned or the licence has been assigned, any portion of the security that, in the Minister's opinion, will not be applied pursuant to subsection (2) shall be returned to the licensee without delay.

(5) Dans les cas où le ministre fédéral est convaincu que l'entreprise principale est définitivement fermée ou abandonnée ou que le permis a fait l'objet d'une cession, la partie de la garantie qui, selon lui, n'est plus nécessaire pour l'application du paragraphe (2) est remboursée sans délai au titulaire du permis.

Remboursement de la garantie

Expropriation

Permission to expropriate

75. (1) An applicant for a licence, or a licensee, may apply to the Board for permission from the federal Minister to expropriate, in accordance with the *Expropriation Act*, land or an interest in land in Nunavut, and the Minister shall grant that permission where the Minister, on the recommendation of the Board, is satisfied that

- (a) the land or interest is reasonably required in relation to an appurtenant undertaking by the applicant or licensee; and
- (b) the applicant or licensee has been unable to acquire the land or interest despite reasonable efforts to do so, and it is in the public interest that such permission be granted.

(2) Where the federal Minister grants permission under subsection (1), the applicant or licensee shall so advise the appropriate minister in relation to Part I of the *Expropriation Act*.

Notice to appropriate minister

(3) For the purposes of the *Expropriation Act*, land or an interest in land in respect of which the federal Minister has granted permission to expropriate is deemed to be an interest in land that, in the opinion of the appropriate minister in relation to Part I of the *Expropriation Act*, is required for a public work or other public purpose, and a reference to the Crown in that Act shall be construed as a reference to the applicant or licensee.

Expropriation Act

(4) Where Inuit-owned land is expropriated and the designated Inuit organization and the applicant or licensee do not agree on the compensation to be paid, notwithstanding subsection (1), subsections 30(3) to (6) of the *Expropriation Act* do not apply and the compensation shall be determined by arbitration as set out in Article 38 of the Agreement.

Inuit-owned land

Expropriation

75. (1) Le demandeur ou le titulaire d'un permis peut demander au ministre fédéral, par l'entremise de l'Office, l'autorisation d'exproprier toute terre du Nunavut ou un droit ou intérêt afférent conformément à la *Loi sur l'expropriation*; le ministre peut, par écrit, accorder cette autorisation lorsque, sur la recommandation de l'Office, il est convaincu que le demandeur ou titulaire de permis :

- a) d'une part, a vraiment besoin de cette terre ou de ce droit ou intérêt dans le cadre de l'entreprise principale;
- b) d'autre part, en dépit de ses efforts, n'a pu acquérir cette terre ou ce droit ou intérêt et l'octroi de l'autorisation servirait l'intérêt public.

(2) Dans le cas où le ministre fédéral accorde l'autorisation, le demandeur ou le titulaire du permis en avise le ministre compétent aux termes de la partie I de la *Loi sur l'expropriation*.

Autorisation d'exproprier

(3) Pour l'application de la *Loi sur l'expropriation*, la terre ou le droit ou intérêt afférent dont le ministre fédéral a autorisé l'expropriation sont censés être un droit réel immobilier dont le ministre compétent aux termes de la partie I de la *Loi sur l'expropriation* a besoin pour un ouvrage public ou à une autre fin d'intérêt public. La *Loi sur l'expropriation* s'applique dès lors comme si les termes « demandeur » ou « titulaire de permis » étaient substitués au terme « Couronne ».

Avis au ministre compétent

Loi sur l'expropriation

(4) En cas d'expropriation d'une terre inuit, à défaut d'entente entre l'organisation inuit désignée et le demandeur ou titulaire de permis sur l'indemnité à payer, par dérogation au paragraphe (1), les paragraphes 30(3) à (6) de la *Loi sur l'expropriation* ne s'appliquent pas et l'indemnité est fixée par arbitrage conformément au chapitre 38 de l'Accord.

Terres inuit

Charges for services

(5) The appropriate minister in relation to Part I of the *Expropriation Act* may make regulations prescribing fees or charges to be paid by an applicant or a licensee in respect of an expropriation referred to in subsection (1), and rates of interest payable in respect of those fees and charges.

(5) Le ministre compétent aux termes de la partie I de la *Loi sur l'expropriation* peut, par règlement, fixer le montant des frais payables pour l'expropriation et le taux d'intérêt applicable.

Fixation des frais

5

Debt due to Her Majesty

(6) The fees or charges referred to in subsection (5) are a debt due to Her Majesty in right of Canada by the applicant or licensee, and shall bear interest at the prescribed rate from the date they are payable.

(6) Les frais constituent une créance de Sa Majesté du chef du Canada à la charge du demandeur ou du titulaire de permis et portent intérêt, au taux réglementaire, depuis la date où ils sont payables.

Créance de Sa Majesté

10

Security

(7) The appropriate minister in relation to Part I of the *Expropriation Act* may require the applicant or licensee to provide security, in an amount determined by that minister and subject to any terms and conditions that the minister may specify, for the payment of any fees or charges that are or may become payable under this section.

(7) Le ministre compétent aux termes de la partie I de la *Loi sur l'expropriation* peut exiger que le demandeur ou le titulaire de permis verse un cautionnement, selon le montant et les autres modalités qu'il détermine, pour le paiement des frais payables en application du présent article.

Cautionnement

20

Mitigation of damages — enforcement of undertaking

(8) Where the applicant or licensee, in mitigation of any injury or damage caused or likely to be caused to lands by an expropriation, undertakes

(8) Lorsque le demandeur ou le titulaire d'un permis, pour atténuer un préjudice ou dommage causé ou susceptible d'être causé à une terre lors de l'expropriation, prend l'un ou l'autre des engagements ci-après, si l'engagement est accepté par le propriétaire ou l'intéressé, l'alinéa 28(1)b) de la *Loi sur l'expropriation* s'y applique et l'Office peut en assurer l'exécution comme s'il s'agissait d'une condition d'obtention du permis :

Convention entre les parties

(a) to abandon or grant, to the owner of the lands or a person interested in the lands, any portion of its lands or of the land being taken or any easement, servitude or privilege over or in respect of the lands, and

(b) to construct and maintain any work for the benefit of the owner or interested person,

and the owner or interested person accepts the undertaking, the undertaking is deemed to be an undertaking referred to in paragraph 28(1)(b) of the *Expropriation Act*, and it may be enforced by the Board as if it were a condition of the licensee's licence.

a) abandonner ou accorder au propriétaire de la terre ou à l'intéressé une partie de ses terres ou des terres dont le demandeur ou le titulaire de permis prend possession, une servitude, active ou passive, ou un privilège relatif à ces terres;

b) construire et entretenir quelque ouvrage pour le bénéfice de ce propriétaire ou de cet intéressé.

Registration

(9) A copy of the document evidencing the permission granted by the federal Minister pursuant to subsection (1), certified as such by the Chairperson of the Board, shall be deposited with the registrar of land titles for the registration district in which the affected lands are situated.

(9) Copie du document attestant l'autorisation accordée par le ministre fédéral en application du paragraphe (1), certifiée conforme par le président de l'Office, est remise au responsable de l'enregistrement des titres de biens-fonds pour la circonscription dans laquelle est située la terre visée.

Enregistrement

45

Duties of registrars of deeds

(10) The provisions of section 43 of the *National Energy Board Act* relating to plans, profiles and books of reference deposited with registrars of deeds pursuant to that Act and the duties of registrars of deeds with respect thereto, in so far as they are reasonably applicable and not inconsistent with this Act, apply in respect of copies of documents deposited pursuant to subsection (9).

(10) Les dispositions de l'article 43 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* concernant, d'une part, les plans, profils et livres de renvoi confiés par cette loi aux directeurs de l'Enregistrement et, d'autre part, les fonctions de ces personnes à cet égard s'appliquent, dans la mesure où elles le peuvent et ne sont pas incompatibles avec la présente loi, aux copies déposées en application du paragraphe (9).

Fonctions des directeurs de l'Enregistrement

Exceptions

(11) This section does not apply in respect of lands in Nunavut that are vested in Her Majesty in right of Canada or of which the Government of Canada has power to dispose.

(11) Le présent article ne s'applique pas aux terres du Nunavut dévolues à Sa Majesté du chef du Canada ou dont le gouvernement fédéral a le pouvoir de disposer.

Exceptions

PUBLIC REGISTER

REGISTRE PUBLIC

Public register

76. (1) The Board shall maintain at its main office, in the form prescribed by the regulations, a register convenient for use by the public, in which shall be entered, with respect to each application filed with the Board and with respect to each licence issued by it, such information as is prescribed by the regulations.

76. (1) L'Office tient à son siège, en la forme réglementaire, un registre accessible au public et dans lequel sont portés, pour chaque demande qu'il reçoit et pour chaque permis, les renseignements réglementaires.

Registre public

Register to be open to inspection

(2) The register shall be open to inspection by any person, during normal business hours of the Board, on payment of the fee prescribed by the regulations.

(2) Toute personne peut, sur paiement des droits réglementaires, consulter, pendant les heures de bureau de l'Office, le registre tenu en application du présent article.

Consultation du registre

Copies of contents of register

(3) The Board shall, on request and on payment of the fee fixed by the Board, make available copies of information contained in the register.

(3) L'Office fournit, sur demande et sur paiement des droits fixés par lui, copie des renseignements contenus au registre.

Copies d'extraits du registre

DECISIONS

DÉCISIONS

Reasons for decisions

77. (1) The Board shall issue, and make available to the public, written reasons for its decisions relating to any licence or application.

77. (1) L'Office motive par écrit et met à la disposition du public toutes les décisions qu'il prend dans le cadre d'une affaire concernant un permis ou une demande.

Motifs

Copies of decisions to parties

(2) The Board shall send a copy of its decision

(a) to the applicant or licensee;

(b) where the affected waters are on or flowing through Inuit-owned land, to the designated Inuit organization; and

(c) to any other person with a right to compensation pursuant to section 57 or 59.

(2) Il en fait tenir copie :

a) au demandeur ou au titulaire du permis visé;

b) lorsque les eaux visées sont situées sur des terres inuit ou les traversent, à l'organisation inuit désignée;

c) à toute personne ayant droit à une indemnité au titre des articles 57 ou 59.

Copie aux intéressés

Decisions final	78. Except as provided in this Act, every decision of the Board is final.	78. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, les décisions de l'Office sont définitives.	Caractère définitif
Appeal to Federal Court	79. (1) An appeal may be taken from a decision of the Board to the Federal Court on a question of law, or a question of jurisdiction, on leave being obtained from that Court on application made within thirty days after the making of that decision or within such further time as that Court or a judge of that Court allows under special circumstances.	79. (1) Il peut être interjeté appel des décisions de l'Office à la Cour fédérale sur toute question de droit ou de compétence, sur autorisation de la cour à cet effet, obtenue sur demande présentée dans les trente jours qui suivent le prononcé de la décision attaquée, ou dans le délai supplémentaire que la cour ou un juge de celle-ci accorde dans des circonstances spéciales.	Appel à la Cour fédérale
Time limit	(2) No appeal may be proceeded with unless it is entered in the Federal Court within sixty days after the making of the order granting leave to appeal.	(2) L'appel n'est recevable que s'il est formé dans les soixante jours qui suivent la date de l'ordonnance autorisant l'appel.	Délai
REGULATIONS AND ORDERS		RÈGLEMENTS ET DÉCRETS	
Regulations	80. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the federal Minister, make regulations (a) establishing water management areas in Nunavut consisting of river basins or other geographical areas; (b) for the purposes of paragraphs (b) to (d) of the definition "waste" in subsection 2(1), (i) specifying substances and classes of substances, (ii) prescribing quantities or concentrations of substances and classes of substances, and (iii) describing treatments of or changes to water; (c) authorizing the use without a licence of waters in Nunavut, except in a national park, for the purpose, in the quantity, at the rate, during the period and subject to the conditions specified in the regulations; (d) authorizing the deposit of waste without a licence in Nunavut, except in a national park, and specifying the conditions of the deposit, including the quantities, concentration and types of waste that may be deposited; (e) prescribing the manner in which a report under subsection 11(2) is to be made;	80. (1) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre fédéral, par règlement : a) constituer des zones de gestion des eaux au Nunavut, chacune correspondant à un bassin fluvial ou à quelque autre entité géographique; b) pour l'application des alinéas b) à d) de la définition de « déchet », au paragraphe 2(1) : (i) désigner des substances et catégories de substances, (ii) fixer la quantité ou la concentration de substances ou de catégories de substances permises dans l'eau, (iii) désigner des modes de traitement et de transformation de l'eau; c) autoriser toute forme d'utilisation des eaux du Nunavut — à l'exclusion des parcs nationaux — sans permis, en fonction de son but, de ses modalités ou de ses limites de quantité, de régime et de temps; d) autoriser le rejet de déchets sans permis au Nunavut — à l'exclusion des parcs nationaux — et déterminer les conditions du rejet, notamment les quantités, concentrations et types de déchets pouvant être rejetés;	Règlements

- (f) on the recommendation of the Board or after consultation with the Board, prescribing the classes of applications in relation to licences that do not require a public hearing; 5
- (g) prescribing the criteria to be applied by the Board in determining, on an application for a licence, whether the proposed use of waters or deposit of waste requires a type A or a type B licence; 10
- (h) prescribing what constitutes a material conflict of interest for the purposes of subsection 22(1);
- (i) in relation to the security referred to in subsection 74(1), 15
- (i) prescribing the form and nature of the security and the terms and conditions on which it is to be furnished and maintained, and
- (ii) prescribing the amount of security or 20 the manner of determining the amount of the security or authorizing the Board to fix that amount in accordance with the regulations;
- (j) prescribing water quality standards in 25 Nunavut, except in national parks;
- (k) prescribing effluent standards in Nunavut, except in national parks;
- (l) prescribing standards for the design, construction, operation and maintenance of 30 works used in relation to appurtenant undertakings;
- (m) prescribing the fees to be paid
- (i) for the right to use waters or deposit waste in waters pursuant to a licence, 35
- (ii) for the filing of any application with the Board, and
- (iii) for inspection of the register maintained pursuant to section 76;
- (n) prescribing the times at which and the 40 manner in which the fees prescribed under paragraph (m) shall be paid;
- (o) requiring persons who use waters or deposit waste in waters in Nunavut, except in a national park, to maintain books and 45
- e) déterminer les modalités de la déclaration prévue au paragraphe 11(2);
- f) sur la recommandation de l'Office ou après consultation de celui-ci, déterminer les catégories de demandes relatives aux 5 permis pour lesquelles la tenue d'une enquête publique n'est pas nécessaire;
- g) déterminer les critères à suivre par l'Office pour décider si l'activité projetée requiert un permis de type A ou de type B; 10
- h) déterminer ce qui constitue un conflit d'intérêts important au sens du paragraphe 22(1);
- i) déterminer la nature, les conditions et la forme de la garantie prévue au paragraphe 15 74(1), et en régir le montant, notamment en habilitant l'Office à fixer celui-ci dans les limites réglementaires;
- j) fixer les normes de qualité des eaux pour le Nunavut — à l'exclusion des parcs natio-20 naux;
- k) fixer les normes relatives aux effluents pour le Nunavut — à l'exclusion des parcs nationaux;
- l) fixer les normes de conception, de 25 construction, d'exploitation et d'entretien des ouvrages utilisés dans le cadre des entreprises principales;
- m) fixer les droits à payer pour :
- (i) le droit d'utiliser les eaux ou d'y 30 rejeter des déchets conformément à un permis,
- (ii) le dépôt des demandes auprès de l'Office,
- (iii) la consultation du registre tenu en 35 application de l'article 76;
- n) déterminer les modalités, de temps ou autres, de paiement des droits réglementaires;
- o) enjoindre aux personnes qui utilisent les 40 eaux du Nunavut — à l'exclusion des parcs nationaux — ou y rejettent des déchets de tenir les livres et registres nécessaires à l'application de la présente loi et de produire auprès de l'Office les rapports mensuels, 45 trimestriels, semestriels ou annuels conte-

records for the proper enforcement of this Act, and to submit to the Board, on a monthly, quarterly, semi-annual or annual basis, reports containing specified information on any of their operations;

(p) requiring persons who deposit waste in waters in Nunavut, except in national parks, to submit representative samples of the waste to the Board for analysis or to analyse representative samples and submit the results to the Board;

(q) respecting the taking of representative samples of waters or waste and respecting the method of analysing those samples;

(r) prescribing the form of the register to be maintained pursuant to section 76 and the information to be entered in it;

(s) respecting the duties of persons designated as analysts pursuant to section 83; and

(t) generally, for carrying out the purposes and provisions of this Act.

(2) For the purposes of paragraphs (1)(a), (c) and (d), the recommendation of the federal Minister is subject to the concurrence of the Board.

(3) Regulations made under subsection (1) may vary, among water management areas established under paragraph (1)(a), according to the use of waters, the purpose of that use and the quantity and rate of flow of waters used, and the quantities, concentrations and types of waste deposited or any other criteria.

81. (1) The Governor in Council may, by order, direct the Board not to issue licences permitting the use of, or the deposit of waste directly or indirectly into, any waters specified in the order, or prohibit a use of waters or a deposit of waste without a licence that would otherwise be authorized by the regulations,

(a) in order to enable comprehensive evaluation and planning to be carried out with respect to those waters; or

(b) where the use and flow of those waters or the maintenance of their quality is required in connection with an undertaking

nant les renseignements réglementaires sur leurs activités;

p) enjoindre aux personnes qui rejettent des déchets dans les eaux du Nunavut — à l'exclusion des parcs nationaux — à fournir, pour analyse, des échantillons de ces déchets à l'Office ou d'en faire l'analyse elles-mêmes et d'en communiquer les résultats à celui-ci;

q) régir le prélèvement et la méthode d'analyse d'échantillons d'eau ou de déchets;

r) déterminer la forme du registre que doit tenir l'Office au titre de l'article 76 et les renseignements à y porter;

s) régir les pouvoirs et fonctions des analystes désignés au titre de l'article 83;

t) d'une façon générale, prendre toute mesure nécessaire à l'application de la présente loi.

(2) Pour l'application des alinéas (1)a), c) et d), la recommandation du ministre fédéral est subordonnée à l'approbation de l'Office.

(3) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent varier selon les zones de gestion des eaux établies sous le régime de l'alinéa (1)a), en fonction de critères tels que la forme d'utilisation des eaux autorisée par le permis, le but de l'utilisation ou la quantité ou le régime utilisés, ou encore la quantité, la concentration et le type de déchets rejetés.

81. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, ordonner à l'Office de ne pas délivrer de permis relativement à telle activité concernant les eaux désignées dans le décret, ou interdire telle activité dont l'exercice sans permis serait par ailleurs autorisé par les règlements :

a) soit afin de permettre l'étude et la planification détaillées de l'utilisation de ces eaux;

b) soit dans les cas où l'utilisation de ces eaux et de leur énergie motrice, ou le maintien de leur qualité, sont requis à

Concurrence of Board

Variation in regulations

Reservation of water rights

Approbation de l'Office

Variation des règlements

Réserve à l'égard de droits d'utilisation

	that is, in the opinion of the Governor in Council, in the public interest.	l'égard d'une entreprise déterminée qui est, à son avis, d'intérêt public.	
Licences of no effect	(2) A licence issued in contravention of an order made pursuant to subsection (1) is of no force or effect.	(2) Le permis délivré à l'encontre du décret pris en application du paragraphe (1) est nul et non avenu.	Délivrance en contravention du décret 5
Recommendations to federal Minister	82. The Board may, and at the request of the federal Minister shall, make such recommendations to the Minister as it considers appropriate concerning any matter in respect of which the Governor in Council is authorized by section 80 or 81 to make regulations or orders.	82. L'Office fait au ministre fédéral, à la demande de ce dernier ou de sa propre initiative, les recommandations qu'il estime opportunes sur toute question à l'égard de laquelle les articles 80 et 81 autorisent le gouverneur en conseil à prendre des règlements ou décrets.	Recommandations au ministre fédéral
	ENFORCEMENT	CONTRÔLE D'APPLICATION	
Inspectors and analysts	83. (1) The federal Minister may designate any qualified person as an inspector or analyst for the purposes of this Act.	83. (1) Le ministre fédéral peut désigner toute personne qualifiée à titre d'inspecteur ou d'analyste pour l'application de la présente loi.	Inspecteurs et analystes 15
Certificate to be produced	(2) The federal Minister shall furnish every inspector with a certificate of designation as an inspector, and the inspector shall, if so requested, produce the certificate to the person in charge of any place entered by the inspector.	(2) Chaque inspecteur reçoit du ministre fédéral un certificat attestant sa qualité; il le présente, sur demande, au responsable du lieu.	Production du certificat
Powers of inspection	84. (1) For the purpose of ensuring compliance with this Act, the regulations or a licence, an inspector may, subject to subsection (3), at any reasonable time, (a) enter any place in Nunavut in which the inspector believes, on reasonable grounds, (i) a work is being constructed that, on completion, will form part of an appurtenant undertaking, or (ii) any alteration or extension is being carried out on a work that forms part of an appurtenant undertaking; (b) conduct such inspections of a work described in paragraph (a) as the inspector considers necessary in order to determine (i) whether plans and specifications forming part of an application for a licence, filed with the Board by the person constructing the work, are being complied with, or (ii) whether the alteration or extension of the work is likely to result in a contravention of any condition of a licence; and	84. (1) Dans le but de faire observer la présente loi et ses règlements ou un permis, l'inspecteur peut, à toute heure convenable et sous réserve du paragraphe (3) : a) procéder à la visite de tout lieu au Nunavut s'il a des motifs raisonnables de croire que des travaux y sont en cours, soit pour la construction d'ouvrages destinés à servir dans le cadre d'une entreprise principale, soit pour la modification ou l'agrandissement de tels ouvrages; b) examiner, au besoin, des ouvrages visés à l'alinéa a) afin de vérifier si des plans et des devis faisant partie d'une demande de permis présentée à l'Office par le constructeur sont respectés, ou si la modification ou l'agrandissement de ces ouvrages est susceptible d'entraîner la contravention d'une condition du permis; c) procéder à la visite de tout autre lieu au Nunavut — à l'exclusion d'un parc national — s'il a des motifs raisonnables de croire que des eaux y sont utilisées, que s'y effectue — ou s'y est effectuée — une opé-	Pouvoirs de visite de l'inspecteur 20 25 30 35 40 40

(c) enter any place in Nunavut, except in a national park, in which the inspector believes, on reasonable grounds, that

- (i) waters are being used,
- (ii) there is being or has been carried out any process that may produce or has produced waste, or
- (iii) there is any waste that may be added to waters,

and, in that place, examine any works, waters or waste, open any container that the inspector believes, on reasonable grounds, contains any waters or waste, and take samples of any such waters or waste.

(2) An inspector who enters any place pursuant to subsection (1) may examine and copy any books, records or documents in that place that the inspector believes, on reasonable grounds, contain any information relating to the object of the inspection or examination under that subsection.

(3) An inspector may not enter a place that is designed to be used and is being used as a permanent or temporary private dwelling-place.

(4) The owner or person in charge of any place referred to in this section and every person found in the place shall give an inspector all reasonable assistance to enable the inspector to carry out the inspector's functions under this Act, and shall furnish the inspector with such information for purposes of the administration of this Act as the inspector may reasonably request.

85. (1) An inspector may direct any person to take such reasonable measures as the inspector may specify, including the cessation of an activity, to prevent the use of waters or the deposit of waste or the failure of a work related to the use of waters or the deposit of waste, or to counteract, mitigate or remedy the resulting adverse effects, where the inspector believes, on reasonable grounds,

(a) that

- (i) waters have been or may be used in contravention of subsection 10(1) or of a condition of a licence,

ration qui produit — ou risque de produire — des déchets, ou que s'y trouvent des déchets qui risquent d'être ajoutés à des eaux, et examiner les ouvrages qui s'y trouvent, les eaux et tous déchets, ou ouvrir tout contenant s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il contient des déchets, et en prélever des échantillons.

(2) L'inspecteur qui procède légalement à une visite visée au paragraphe (1) peut examiner et reproduire, en tout ou en partie, tout livre ou autre document se trouvant sur les lieux, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il contient des renseignements sur l'objet de la visite.

(3) L'inspecteur ne peut s'autoriser des alinéas (1)a) ou c) pour visiter un lieu conçu et utilisé de façon temporaire ou permanente comme habitation.

(4) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui fournir les renseignements qu'il peut valablement exiger pour l'application de la présente loi.

85. (1) L'inspecteur peut ordonner la prise des mesures qu'il juge raisonnable d'imposer, notamment la cessation de toute activité, pour empêcher l'utilisation des eaux, le rejet de déchets ou une défaillance attribuable à l'utilisation des eaux ou au rejet de déchets, ou encore pour en neutraliser, atténuer ou réparer les effets nuisibles, s'il a des motifs raisonnables de croire :

a) d'une part, que :

- (i) soit les eaux ont été utilisées — ou risquent de l'être — en contravention du paragraphe 10(1) ou d'une condition d'un permis,

Books,
records or
documents

Exception for
dwelling-place

Assistance to
inspectors

Remedial
measures

Examen de
livres et
documents

Lieu
d'habitation

Assistance à
l'inspecteur

Réparation

	(ii) waste has been or may be deposited in contravention of subsection 11(1) or of a condition of a licence, or	(ii) soit des déchets ont été rejetés — ou risquent de l'être — en contravention du paragraphe 11(1) ou d'une condition d'un permis,	
	(iii) there has been, or may be, a failure of a work related to the use of waters or the deposit of waste, whether or not there has been compliance with any standards prescribed by the regulations or imposed by a licence; and	(iii) soit il y a eu — ou risque d'y avoir — défaillance d'un ouvrage lié à l'utilisation des eaux ou au rejet de déchets, même en l'absence de contravention des normes fixées par règlement ou par un permis;	5
	(b) that the adverse effects of that use, deposit or failure are causing, or may cause, a danger to persons, property or the environment.	b) d'autre part, que les effets nuisibles de l'utilisation, du rejet ou de la défaillance entraînent — ou risquent d'entraîner — un danger pour les personnes, les biens ou l'environnement.	10
Report to federal Minister	(2) The inspector shall advise the federal Minister and the Board of any direction given pursuant to subsection (1).	(2) Il fait rapport au ministre fédéral et à l'Office au sujet des mesures qu'il a ordonnées.	15
Review by federal Minister	(3) Where an inspector gives a direction to a person pursuant to subsection (1), the federal Minister may and if so requested by the person shall, review the direction without delay, and after completion of the review may alter or revoke the direction.	(3) Le ministre fédéral, à la demande de l'intéressé, révisé sans délai les mesures ordonnées par l'inspecteur; il peut alors, selon le cas, les modifier ou les révoquer. Il peut aussi agir de sa propre initiative.	20
Powers of inspector	(4) Where a person fails to comply with a direction given pursuant to subsection (1), the inspector may take the measures referred to in that subsection and may, for that purpose, enter any place in Nunavut, other than a place that is designed to be used and is being used as a permanent or temporary private dwelling-place.	(4) Dans le cas où une personne ne se conforme pas à l'ordre, l'inspecteur peut prendre lui-même les mesures qui s'imposent et pénétrer à cette fin dans tout lieu au Nunavut qui n'est pas conçu ni utilisé de façon temporaire ou permanente comme habitation.	30
Recovery of Her Majesty's costs	(5) Any portion of the reasonable costs incurred by Her Majesty in right of Canada pursuant to subsection (4) that is not recoverable from the security furnished and maintained pursuant to section 74 may be recovered as a debt due to Her Majesty from the person to whom the direction was given.	(5) Les frais engagés par Sa Majesté du chef du Canada au titre du paragraphe (4) constituent une créance de Sa Majesté dont le recouvrement peut, en cas d'insuffisance de la garantie visée à l'article 74, être poursuivi contre l'intéressé.	35
Obstruction	86. (1) No person shall wilfully obstruct or otherwise interfere with an inspector in the carrying out of functions under this Act.	86. (1) Il est interdit de gêner ou d'entraver volontairement l'action de l'inspecteur dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.	40
False statements	(2) No person shall knowingly make a false or misleading statement, either orally or in writing, to an inspector or other person engaged in carrying out functions under this Act.	(2) Il est interdit de faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fautive ou trompeuse à l'inspecteur ou à qui que ce soit d'autre dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.	45

Rapport au ministre

Révision par le ministre

Pouvoirs de l'inspecteur

Recouvrement des frais

Entrave

Fausse déclarations

Where work
closed or
abandoned

87. (1) Where the federal Minister believes, on reasonable grounds, that

(a) a person has closed or abandoned, temporarily or permanently, a work related to the use of waters or the deposit of waste in Nunavut, except in a national park, and

(b) either

(i) the person has contravened any condition of a licence or any provision of this Act or the regulations, whether or not the condition or provision relates to the closure or abandonment, or

(ii) the past operation of the work or its closure or abandonment may cause a danger to persons, property or the environment,

the federal Minister may take any reasonable measures to prevent, counteract, mitigate or remedy any resulting adverse effect on persons, property or the environment and may, for that purpose, enter any place in Nunavut, other than a place that is designed to be used and is being used as a permanent or temporary private dwelling-place.

(2) Any portion of the reasonable costs incurred by Her Majesty in right of Canada pursuant to subsection (1) that is not recoverable from the security furnished and maintained pursuant to section 74 may be recovered as a debt due to Her Majesty from the person who closed or abandoned the work, to the extent that the incurring of those costs resulted from a contravention of a condition or provision referred to in subparagraph (1)(b)(i).

Recovery of
Her Majesty's
costs

Principal
offences

88. (1) Any person who contravenes subsection 10(1) or section 11, or fails to comply with subsection 10(3) or with a direction given by an inspector pursuant to subsection 85(1), is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

OFFENCES AND PUNISHMENT

87. (1) Le ministre fédéral peut prendre les mesures nécessaires pour empêcher, neutraliser, atténuer ou réparer tout effet nuisible sur les personnes, les biens ou l'environnement et, à cette fin, entrer dans tout lieu au Nunavut, à l'exclusion d'un lieu conçu et utilisé de façon temporaire ou permanente comme habitation, s'il a des motifs raisonnables de croire :

a) d'une part, qu'un ouvrage lié à l'utilisation des eaux ou au rejet de déchets au Nunavut — à l'exclusion d'un parc national — a été fermé ou abandonné, de façon temporaire ou permanente;

b) d'autre part, que :

(i) soit la personne responsable de la fermeture ou de l'abandon ne s'est pas conformée à une condition d'un permis ou à une disposition de la présente loi ou de ses règlements, que la disposition ou la condition concerne ou non la fermeture ou l'abandon,

(ii) soit l'exploitation antérieure de l'ouvrage ou sa fermeture ou son abandon risque d'entraîner un danger pour les personnes, les biens ou l'environnement.

(2) Les frais engagés par Sa Majesté du chef du Canada au titre du paragraphe (1) constituent une créance de Sa Majesté dont le recouvrement peut, en cas d'insuffisance de la garantie visée à l'article 74, être poursuivi contre la personne visée au sous-alinéa (1)b(i).

Fermeture ou
abandon d'un
ouvrage

Recouvrement
des frais

INFRACTIONS ET PEINES

88. (1) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 100 000 \$ et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines, quiconque contrevient aux paragraphes 10(1) ou (3), à l'article 11 ou aux ordres donnés par l'inspecteur en vertu du paragraphe 85(1).

Infractions
principales

Type A
licensees

(2) A licensee holding a type A licence who
 (a) contravenes any condition of the licence, where the contravention does not constitute an offence under section 89, or
 (b) fails, without reasonable excuse, to furnish or maintain security as required pursuant to subsection 74(1)

is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

(2) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 100 000 \$ et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines, le titulaire d'un permis de type A :

a) qui contrevient aux conditions du permis si la contravention ne constitue pas une infraction aux termes de l'article 89;

b) qui, sans excuse légitime, néglige de fournir et de maintenir la garantie prévue au paragraphe 74(1).

Permis de
type AType B
licensees

(3) A licensee holding a type B licence who
 (a) contravenes any condition of the licence, where the contravention does not constitute an offence under section 89, or
 (b) fails, without reasonable excuse, to furnish or maintain security as required pursuant to subsection 74(1)

is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$15,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

(3) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 15 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, le titulaire d'un permis de type B :

a) qui contrevient aux conditions du permis si la contravention ne constitue pas une infraction aux termes de l'article 89;

b) qui, sans excuse légitime, néglige de fournir et de maintenir la garantie prévue au paragraphe 74(1).

Permis de
type BContinuing
offences

(4) Where an offence under this section is committed on or continued for more than one day, it is deemed to be a separate offence for each day on which it is committed or continued.

(4) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute infraction définie au présent article.

Infractions
continuesOther
offences

89. Any person is guilty of an offence punishable on summary conviction who
 (a) contravenes any regulations made pursuant to paragraph 80(1)(o), (p) or (q), subsection 84(4) or section 86; or
 (b) wilfully obstructs or otherwise interferes with a licensee or any person acting on behalf of a licensee in the exercise of the licensee's rights under this Act, except as authorized under this or any other Act of Parliament.

89. Commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque :

a) contrevient à un règlement pris au titre des alinéas 80(1)o, p) ou q), au paragraphe 84(4) ou à l'article 86;

b) sauf dans la mesure permise par la présente loi ou une autre loi fédérale, gêne ou entrave volontairement et de quelque façon l'action d'un titulaire de permis ou de quiconque agit en son nom dans l'exercice des droits que lui confère la présente loi.

Autres
infractionsLimitation
period

90. Proceedings in respect of an offence under this Act may not be instituted later than two years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

90. Les poursuites visant une infraction à la présente loi se prescrivent par deux ans à compter de la perpétration.

Prescription

Action to enjoin not prejudiced by prosecution	<p>91. (1) Notwithstanding that a prosecution has been instituted in respect of an offence under section 88, the Attorney General of Canada may commence and maintain proceedings to enjoin conduct that constitutes an offence under that section.</p>	<p>91. (1) Même après l'ouverture de poursuites visant l'infraction définie à l'article 88, le procureur général du Canada peut engager des procédures en vue de faire cesser la cause de l'infraction.</p>	Injonction prise par le procureur général
Civil remedy not affected	<p>(2) No civil remedy for any act or omission is affected because the act or omission is an offence under this Act.</p>	<p>(2) La qualification d'un acte ou d'une omission à titre d'infraction à la présente loi ne fait obstacle à aucun recours civil.</p>	Recours civils
Certificate of analyst	<p>92. (1) Subject to this section, a certificate purporting to be signed by an analyst, stating that the analyst has analysed or examined a sample submitted by an inspector and giving the results of the analysis or examination,</p>	<p>92. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le certificat paraissant signé par l'analyste, où il est déclaré que celui-ci a étudié tel échantillon que lui a remis l'inspecteur et où sont donnés ses résultats, est admissible en preuve dans les poursuites engagées en vertu de la présente loi et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.</p>	Certificat de l'analyste
Attendance of analyst	<p>(a) is admissible in evidence in any prosecution under this Act; and</p> <p>(b) in the absence of evidence to the contrary, is proof of its contents without proof of the signature or the official character of the signatory.</p> <p>(2) A party against whom a certificate of an analyst is produced pursuant to subsection (1) may, with leave of the court, require the attendance of the analyst for the purposes of cross-examination.</p>	<p>(2) La partie contre laquelle est produit le certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la présence de l'analyste pour le contre-interroger.</p>	Présence de l'analyste
Notice	<p>(3) No certificate shall be admitted in evidence pursuant to subsection (1) unless the party intending to produce it has given to the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a copy of the certificate.</p>	<p>(3) Le certificat n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire donne à la partie qu'elle vise un préavis suffisant de son intention, accompagné d'une copie du certificat.</p>	Préavis
TRANSITIONAL AND AMENDMENTS		DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET MODIFICATIVES	
<i>Transitional</i>		<i>Dispositions transitoires</i>	
Continuation of Nunavut Water Board	<p>93. (1) The Board established by section 13 and the Nunavut Water Board established under the Agreement before the coming into force of this Act are hereby declared for all purposes to be one and the same body.</p>	<p>93. (1) L'Office constitué par l'article 13 et l'Office des eaux du Nunavut constitué sous le régime de l'Accord avant l'entrée en vigueur de la présente loi forment, à toutes fins utiles, un seul et même organisme.</p>	Continuité
Validity	<p>(2) Any act of the Board taken, or any decision made by it pursuant to the Agreement, before the day on which this Act comes into force is deemed, to the extent that the act or decision would have been valid under this Act, to have been validly taken or made under this Act.</p>	<p>(2) Les actes et décisions de l'Office fondés sur l'Accord et précédant l'entrée en vigueur de la présente loi sont, dans la mesure de leur validité au regard de la présente loi, réputés fondés sur celle-ci.</p>	Validation

Licences

94. (1) Licences for the use of waters or the deposit of waste in Nunavut that were in force under the *Northwest Territories Waters Act* immediately before the coming into force of this Act continue in force as if they had been issued by the Board pursuant to this Act, and are deemed to have been issued by the Board pursuant to this Act.

94. (1) L'entrée en vigueur de la présente loi ne porte pas atteinte à la validité des permis attribués sous le régime de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* et visant des activités qui s'exercent au Nunavut; ils sont dès lors réputés avoir été délivrés par l'Office sous le régime de la présente loi.

Permis

Pending applications

(2) The Board shall dispose of any application for a licence in relation to a use of waters or a deposit of waste to which this Act applies that was made to the Northwest Territories Water Board and is pending on the earlier of the day on which the Nunavut Water Board is established under the Agreement and the day on which this Act comes into force.

(2) L'Office est saisi d'office des demandes de permis visant une activité à laquelle s'applique la présente loi et présentées à l'Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest avant soit la constitution de l'Office des eaux du Nunavut sous le régime de l'Accord, soit l'entrée en vigueur de la présente loi, le premier en date de ces événements étant à retenir.

Demande pendante

Exception

(3) Notwithstanding subsection (2), the Northwest Territories Water Board shall dispose of any application in respect of which a hearing had commenced before the day determined under that subsection, and where the Northwest Territories Water Board issues a licence pursuant to such an application that licence is deemed to have been issued by the Board pursuant to this Act.

(3) Par dérogation au paragraphe (2), l'Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest reste saisi des demandes dont il a entrepris l'instruction avant l'événement retenu pour l'application de ce paragraphe. En cas de délivrance d'un permis, toutefois, celui-ci est réputé avoir été délivré sous le régime de la présente loi par l'Office.

Exception

Existing regulations

95. (1) Until they have been replaced or repealed pursuant to this Act, the regulations and orders made under sections 33 and 34 of the *Northwest Territories Waters Act* that are in force on the coming into force of this Act are binding on the Board and continue to apply in Nunavut, except in a national park, and the Board shall exercise the powers of the Northwest Territories Water Board under those regulations and orders in relation to Nunavut.

95. (1) Tant qu'ils n'ont pas été remplacés ou abrogés en vertu de la présente loi, les règlements et décrets pris au titre des articles 33 et 34 de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* et en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la présente loi continuent de s'appliquer au Nunavut — à l'exclusion des parcs nationaux — et lient l'Office, celui-ci étant, à compter de cette date, investi des pouvoirs conférés par eux à l'Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest.

Règlements existants

Instream use

(2) For the purposes of this Act, the regulations made pursuant to paragraph 33(1)(m) of the *Northwest Territories Waters Act* are deemed to authorize the unlicensed instream use of waters in Nunavut, except in a national park.

(2) Pour l'application de la présente loi, les règlements pris sous le régime de l'alinéa 33(1)m) de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* sont réputés autoriser l'utilisation ordinaire des eaux sans permis au Nunavut — à l'exclusion des parcs nationaux.

Utilisations ordinaires

Powers of Board

(3) During the period of one year following the coming into force of this Act, the Board may, by order, provide that any provision of the regulations made pursuant to paragraph 33(1)(m) or (n) of the *Northwest Territories Waters Act* ceases to apply in relation to Nunavut.

(3) Dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi, l'Office peut, par arrêté, rendre inapplicable au Nunavut tout règlement d'application des alinéas 33(1)m) ou n) de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*.

Pouvoirs de l'Office

Applications not requiring public hearings

96. (1) For the purposes of this Act, the regulations made pursuant to paragraph 33(1)(c) of the *Northwest Territories Waters Act* are deemed to prescribe, as classes of applications that do not require a public hearing, the classes of applications in relation to the following:

96. (1) Pour l'application de la présente loi, les règlements pris sous le régime de l'alinéa 33(1)c) de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* sont réputés désigner comme catégories de demandes n'exigeant pas la tenue d'une enquête publique les catégories de demandes visant :

Demandes n'exigeant pas d'enquête publique

(a) in the case of a Type A licence,

a) dans le cas d'un permis de type A :

(i) any amendment that does not affect the use, flow or quality of waters or alter the term of the licence,

(i) toute modification n'ayant pas pour effet de modifier la durée du permis ou l'utilisation, le débit ou la qualité des eaux,

(ii) any amendment that affects the use, flow or quality of waters or alters the term of the licence, where the Board, with the consent of the federal Minister, is of the opinion that an emergency exists that requires the amendment, or

(ii) toute modification ayant pour effet de modifier la durée du permis ou l'utilisation, le débit ou la qualité des eaux, lorsque l'Office, avec l'assentiment du ministre fédéral, estime que la modification s'impose d'urgence,

(iii) one or several renewals of a total duration not exceeding sixty days; and

(iii) un ou plusieurs renouvellements d'une durée totale maximale de soixante jours;

(b) in the case of a Type B licence, its issuance, amendment, renewal or cancellation.

b) dans le cas d'un permis de type B, sa délivrance, sa modification, son renouvellement ou son annulation.

Consultation

(2) Within one year after the coming into force of this Act, the federal Minister shall, unless regulations have been made pursuant to paragraph 80(1)(f) before that time, consult the Board on the application of subsection (1).

(2) Dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre fédéral consulte l'Office sur l'application du paragraphe (1) à moins que, entre-temps, un règlement d'application de l'alinéa 80(1)f) n'ait été pris en remplacement des règlements visés par ce paragraphe.

Consultation

Amendments to this Act

Modification de la présente loi

97. On the day on which section 3 of the *Nunavut Act* comes into force,

97. Les règles suivantes s'appliquent à l'entrée en vigueur de l'article 3 de la *Loi sur le Nunavut* :

(a) the definition "Nunavut" in subsection 2(1) is repealed;

a) la définition de « Nunavut », au paragraphe 2(1), est abrogée;

(b) paragraph 13(3)(b) is replaced by the following:

b) l'alinéa 13(3)b) est remplacé par ce qui suit :

(b) one quarter of the members shall be appointed on the nomination of

(i) the territorial Minister responsible for renewable resources, and

(ii) the territorial Minister or Ministers designated, by an instrument of the Executive Council of Nunavut, for the purposes of this paragraph.

(c) subsection 40(1) of the English version is replaced by the following:

40. (1) The Board may, either jointly with the Nunavut Planning Commission and the Nunavut Impact Review Board, acting as the Nunavut Marine Council referred to in section 15.4.1 of the Agreement, or on its own, advise and make recommendations respecting any marine area to any department or agency of the Government of Canada or the Government of Nunavut, and those governments shall consider that advice and those recommendations when making any decision that may affect that marine area.

(d) paragraphs 59(1)(a) to (e) are replaced by the following:

(a) used waters for a domestic purpose in 25 the Northwest Territories or in Nunavut;

(b) held a licence under this Act or the *Northwest Territories Waters Act* to deposit waste in the Northwest Territories or in Nunavut;

(c) was, as authorized by the regulations, using waters or depositing waste without a licence in the Northwest Territories or in Nunavut;

(d) was an owner or an occupier of land, 35 except Inuit-owned land, in the Northwest Territories or in Nunavut; or

(e) was a holder of an outfitting concession, a registered trapline or other rights of a similar nature in the Northwest Territories 40 or in Nunavut.

b) le quart sont choisis sur la recommandation du ministre territorial chargé des ressources renouvelables et d'un ou plusieurs autres ministres territoriaux désignés, par acte du Conseil exécutif du Nunavut, pour l'application du présent alinéa.

c) le paragraphe 40(1) de la version anglaise est remplacé par ce qui suit :

40. (1) The Board may, either jointly with 10 the Nunavut Planning Commission and the Nunavut Impact Review Board, acting as the Nunavut Marine Council referred to in section 15.4.1 of the Agreement, or on its own, advise and make recommendations respecting any 15 marine area to any department or agency of the Government of Canada or the Government of Nunavut, and those governments shall consider that advice and those recommendations when making any decision that may 20 affect that marine area.

d) les alinéas 59(1)(a) à e) sont remplacés par ce qui suit :

a) utilisait les eaux à des fins domestiques dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut;

b) était autorisée, par un permis délivré sous le régime de la présente loi ou de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, à rejeter des déchets dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut;

c) utilisait les eaux dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut ou y rejetait des déchets sans permis sous l'autorité des règlements;

d) était le propriétaire ou l'occupant d'un bien-fonds — à l'exclusion d'une terre inuit — situé dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut;

e) était titulaire, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, d'une concession de pourvoirie, d'une ligne de piégeage ou d'autres droits analogues.

Marine areas

Marine areas

Amendments to Other Acts

Modification d'autres lois

R.S., c. A-1

Access to Information Act

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

98. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by adding, in alphabetical order under the heading “Other Government Institutions”, the following:

98. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Nunavut Water Board

5

Office des eaux du Nunavut

Office des eaux du Nunavut

Nunavut Water Board

5

R.S., c. A-12

Arctic Waters Pollution Prevention Act

Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques

L.R., ch. A-12

1992, c. 40, s. 49

99. The definition “analyst” in section 2 of the *Arctic Waters Pollution Prevention Act* is replaced by the following:

99. La définition de « *analyste* », à l'article 2 de la *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques*, est remplacée 10 par ce qui suit :

“analyst”
« *analyste* »

“analyst” means a person designated as an analyst pursuant to the *Canada Water Act*, the *Yukon Waters Act*, the *Northwest Territories Waters Act* or the *Nunavut Waters Act*;

« *analyste* » Personne désignée à ce titre en application de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*, de la *Loi sur les eaux du Yukon*, de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* ou de la *Loi sur les eaux du Nunavut*.

« *analyste* »
“*analyste*”

1988, c. 12

Northern Canada Power Commission (Share Issuance and Sale Authorization) Act

Loi autorisant l'émission et la vente des actions de la Commission d'énergie du Nord canadien

1988, ch. 12

1992, c. 39, s. 49(1)

100. Section 12 of the *Northern Canada Power Commission (Share Issuance and Sale Authorization) Act* is replaced by the following:

100. L'article 12 de la *Loi autorisant l'émission et la vente des actions de la Commission d'énergie du Nord canadien* est 20 remplacé par ce qui suit :

Exemption from fees

12. The Minister may, with the approval of the Governor in Council, make an order exempting the Corporation from the requirement to pay fees for the right to use waters or deposit waste pursuant to a licence under the *Northwest Territories Waters Act* or the *Nunavut Waters Act*.

25

12. Le ministre peut par arrêté, avec l'agrément du gouverneur en conseil, dispenser la Société du paiement des droits prévus, pour l'utilisation des eaux ou le rejet de déchets, par le permis délivré à cet effet en application de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* ou de la *Loi sur les eaux du Nunavut*.

Dispense de droits

1992, c. 39

Northwest Territories Waters Act

Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest

1992, ch. 39

101. (1) The definition “usager particulier” in section 2 of the French version of the *Northwest Territories Waters Act* is repealed.

101. (1) La définition de « usager particulier », à l'article 2 de la version française de la *Loi sur les eaux des territoires du Nord-Ouest*, est abrogée.

(2) The definition “territorial lands” in section 2 of the Act is replaced by the following:

“territorial lands”
« terres territoriales »

“territorial lands” means lands in the Northwest Territories, except lands in Nunavut, that are vested in Her Majesty in right of Canada or of which the Government of Canada has power to dispose;

(3) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“Nunavut”
« Nunavut »

“Nunavut” means the territory described in section 3 of the *Nunavut Act*.

(4) Section 2 of the French version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

« usager ordinaire »
“instream user”

« usager ordinaire » La personne qui utilise les eaux pour subvenir à ses besoins ou se constituer un revenu, sans toutefois les détourner, les obstruer ni modifier leur cours, leurs rives ou leur lit.

102. Section 7 of the Act is replaced by the following:

Agreement with province or territory

7. With the approval of the Governor in Council and subject to any agreement entered into pursuant to section 5 or 11 of the *Canada Water Act*, the Minister may, on behalf of the Government of Canada, enter into an agreement with a provincial or territorial government providing for the management of any waters situated partially in the Northwest Territories, excluding Nunavut and partially in a province or in the Yukon Territory, or flowing between the Northwest Territories, excluding Nunavut, and a province or the Yukon Territory.

103. (1) The portion of subsection 8(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Use of waters

8. (1) Except as authorized pursuant to the *Dominion Water Power Act*, and subject to subsection (2), no person shall use, or permit the use of, waters in a water management area outside Nunavut except

(2) La définition de « terres territoriales », à l'article 2 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« terres territoriales » Terres des Territoires du Nord-Ouest dévolues à Sa Majesté du chef du Canada ou dont le gouvernement fédéral a le pouvoir de disposer, à l'exclusion des terres du Nunavut.

(3) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« Nunavut » Le territoire visé à l'article 3 de la *Loi sur le Nunavut*.

(4) L'article 2 de la version française de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« usager ordinaire » La personne qui utilise les eaux pour subvenir à ses besoins ou se constituer un revenu, sans toutefois les détourner, les obstruer ni modifier leur cours, leurs rives ou leur lit.

102. L'article 7 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

7. Avec l'agrément du gouverneur en conseil et sous réserve d'un accord conclu en application des articles 5 ou 11 de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*, le ministre peut, au nom du gouvernement fédéral, conclure avec un gouvernement provincial ou territorial un accord concernant la gestion des eaux qui sont situées en partie dans les Territoires du Nord-Ouest — à l'exclusion du Nunavut — et en partie dans le territoire du Yukon ou dans une province, ou qui coulent entre les Territoires du Nord-Ouest — à l'exclusion du Nunavut — et le territoire du Yukon ou une province.

103. (1) Le paragraphe 8(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

8. (1) Sauf dans la mesure autorisée par la *Loi sur les forces hydrauliques du Canada* et sous réserve du paragraphe (2), il est interdit d'utiliser — ou de permettre d'utiliser — les eaux d'une zone de gestion — à l'exclusion du Nunavut — contrairement aux conditions d'un permis ou sans l'autorisation réglementaire visée à l'alinéa 33(1)m).

« terres territoriales »
“territorial lands”

« Nunavut »
“Nunavut”

« usager ordinaire »
“instream user”

Accord avec une province ou un territoire

Utilisation des eaux

(2) Paragraph 8(2)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

b) par un usager ordinaire;

104. Paragraphs 9(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) in any waters in a water management area outside Nunavut; or

(b) in any other place in a water management area outside Nunavut under conditions in which the waste, or any other waste that results from the deposit of that waste, may enter those waters.

105. Section 12 of the Act is replaced by the following:

12. The objects of the Board are to provide for the conservation, development and utilization of waters in a manner that will provide the optimum benefit for all Canadians and, in particular, for the residents of the Northwest Territories outside Nunavut.

106. Subparagraph 14(4)(b)(iii) of the French version of the Act is replaced by the following:

(iii) des usagers ordinaires,

107. Paragraph 15(2)(c) of the French version of the Act is replaced by the following:

c) les usagers ordinaires;

108. The Act is amended by adding the following after section 15:

15.1 (1) The Board shall not issue a licence in respect of a use of waters or a deposit of waste that may substantially alter the quality, quantity or flow of waters flowing through Inuit-owned land, unless

(a) the applicant has entered into an agreement with the designated Inuit organization to pay compensation for any loss or damage that may be caused by the alteration; or

(b) where there is no agreement referred to in paragraph (a),

(2) L'alinéa 8(2)(b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) par un usager ordinaire;

104. Le paragraphe 9(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

9. (1) Sauf autorisation par règlement pris au titre de l'alinéa 33(1)n) ou aux conditions prévues dans un permis, il est interdit, sous réserve du paragraphe (2), de déposer des déchets — ou d'en permettre le dépôt — dans des eaux d'une zone de gestion — à l'exclusion du Nunavut —, ainsi qu'en tout autre endroit, dans une zone de gestion — à l'exclusion du Nunavut —, dans des conditions qui permettent à ces déchets ou à ceux résultant de leur dépôt d'atteindre ces eaux.

105. L'article 12 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

12. L'Office a pour mission d'assurer la conservation, la mise en valeur et l'exploitation des eaux de la façon la plus rentable possible pour les Canadiens en général et les habitants des Territoires du Nord-Ouest — à l'exclusion du Nunavut — en particulier.

106. Le sous-alinéa 14(4)(b)(iii) de la 25 version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iii) des usagers ordinaires,

107. L'alinéa 15(2)(c) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui 30 suit :

c) les usagers ordinaires;

108. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 15, de ce qui suit :

15.1 (1) L'Office ne délivre de permis à l'égard d'une activité — utilisation des eaux ou rejet de déchets — susceptible de modifier sensiblement la qualité, la quantité ou le débit des eaux traversant une terre inuit que dans les cas suivants :

a) le demandeur a conclu avec l'organisation inuit désignée un accord d'indemnisation relativement aux pertes ou dommages susceptibles d'être causés par le changement;

b) à défaut d'accord :

Interdiction

Mission

Terres inuit

Objects

Inuit-owned land

	<p>(i) on the request of the applicant or the designated Inuit organization, the Board has made a joint determination of the compensation with the Nunavut Water Board, or 5</p> <p>(ii) where the Board and the Nunavut Water Board are unable to jointly determine compensation pursuant to subparagraph (i), a judge of the Supreme Court of the Northwest Territories has determined 10 the compensation.</p>	<p>(i) soit l'Office a, à la requête de l'une ou l'autre des parties et conjointement avec l'Office des eaux du Nunavut, fixé l'indemnité à payer,</p> <p>(ii) soit, faute d'entente avec l'Office des 5 eaux du Nunavut sur l'indemnité mentionnée au sous-alinéa (i), celle-ci à été fixée par un juge de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest.</p>	
<p>Payment of compensation</p>	<p>(2) The payment of compensation referred to in paragraph (1)(b) shall be a condition of the licence.</p>	<p>(2) Le paiement de l'indemnité visée à 10 l'alinéa (1)b fait partie des conditions du permis.</p>	<p>Paiement de l'indemnité</p>
<p>Costs</p>	<p>(3) Unless otherwise determined by the 15 Nunavut Water Board, costs incurred by the designated Inuit organization as a result of a request referred to in paragraph (1)(b) shall be paid by the applicant.</p>	<p>(3) Sauf décision contraire de l'Office des 15 eaux du Nunavut, les frais faits par l'organisation inuit désignée dans le cadre du processus prévu à l'alinéa (1)b) sont à la charge du demandeur.</p>	<p>Frais</p>
<p>Negotiation to be in good faith</p>	<p>15.2 A request referred to in paragraph 20 15.1(1)(b) shall not be considered by the Board unless the requester has negotiated in good faith and has been unable to reach an agreement.</p>	<p>15.2 L'Office n'examine la requête visée à 20 l'alinéa 15.1(1)b) que si le requérant a tenté, de bonne foi mais sans succès, de négocier un 20 accord d'indemnisation.</p>	<p>Négociation de bonne foi</p>
<p>Factors in determining compensation</p>	<p>15.3 For the purpose of determining com- 25 pensation pursuant to paragraph 15.1(1)(b), the following factors shall be taken into account:</p> <p>(a) the adverse effects of the alteration of the quality, quantity or flow of waters on 30 Inuit-owned land;</p> <p>(b) the nuisance, inconvenience or disturbance, including noise, caused by the alteration;</p> <p>(c) the cumulative adverse effects of the 35 alteration and of the existing uses of waters and deposits of waste;</p> <p>(d) the cultural attachment of Inuit to Inuit-owned land and to waters on or flowing through that land; 40</p> <p>(e) the peculiar and special value of Inuit-owned land, including the waters on or flowing through that land; and</p> <p>(f) any interference with Inuit rights derived from the Agreement or otherwise. 45</p>	<p>15.3 La suffisance de l'indemnité dont il est 25 question à l'alinéa 15.1(1)b) est déterminée en fonction des facteurs suivants :</p> <p>a) les effets nuisibles du changement de 25 qualité, de quantité ou de débit des eaux sur les terres inuit;</p> <p>b) les nuisances, les inconvénients et les troubles de jouissance — y compris le 30 bruit — causés par le changement;</p> <p>c) les effets nuisibles cumulatifs du changement et des activités — utilisation des eaux et rejet de déchets — existantes;</p> <p>d) l'attachement culturel des Inuit aux terres inuit visées et aux eaux s'y trouvant 35 ou les traversant;</p> <p>e) la valeur particulière ou exceptionnelle des terres inuit visées et des eaux s'y trouvant ou les traversant;</p> <p>f) toute atteinte causée aux droits des Inuit 40 découlant de l'Accord ou de quelque autre source.</p>	<p>Facteurs de détermination</p>

Periodic review and payment

15.4 Unless otherwise agreed by the designated Inuit organization and the applicant, where a determination of compensation has been made pursuant to paragraph 15.1(1)(b) that determination shall provide, where the nature and duration of the use or deposit of waste warrant it, for the periodic review and periodic payment of that compensation.

15.4 Sauf entente à l'effet contraire entre l'organisation inuit désignée et le demandeur, l'indemnité fixée en vertu de l'alinéa 15.1(1)b est versée sous forme de paiements périodiques et fait l'objet de révisions périodiques, compte tenu de la nature et de la durée de l'activité.

Révision périodique

Interpretation

15.5 In this section and sections 15.1 to 15.4, (a) "Agreement", "Inuit", "Inuit-owned land", "Makivik" and "Tunngavik" have the meanings assigned by subsection 2(1) of the Nunavut Waters Act; and (b) "designated Inuit organization" means (i) except in the case of the jointly owned lands referred to in section 40.2.8 of the Agreement, (A) Tunngavik, or (B) any organization designated in the public record maintained by Tunngavik pursuant to the Agreement as being responsible for the functions described under sections 20.3.1 and 20.4.1 of the Agreement, or (ii) in the case of the jointly owned lands referred to in section 40.2.8 of the Agreement, Makivik, acting jointly with the organization determined under subparagraph (i).

15.5 Au présent article et aux articles 15.1 à 15.4 : a) « Accord », « Inuit », « Makivik », « terre inuit » et « Tunngavik » s'entendent au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur les eaux du Nunavut; b) « organisation inuit désignée » s'entend, selon le cas : (i) sous réserve du sous-alinéa (ii), soit de Tunngavik, soit de l'organisation désignée, dans le registre public que tient Tunngavik conformément à l'Accord, pour l'exercice des fonctions prévues aux articles 20.3.1 et 20.4.1 de celui-ci, (ii) en ce qui concerne les terres détenues en propriété conjointe aux termes de l'article 40.2.8 de l'Accord, de Makivik agissant conjointement avec l'organisation compétente aux termes du sous-alinéa (i).

Terminologie

109. Paragraph 21(1)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

109. L'alinéa 21(1)b de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) la modification d'un permis de type A qui n'aurait pas de répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau ou sur la durée du permis;

b) la modification d'un permis de type A qui n'aurait pas de répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau ou sur la durée du permis;

1996, c. 10, s. 248(1)

110. (1) The portion of subsection 31(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

110. (1) Le passage du paragraphe 31(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 10, par. 248(1)

Permission to expropriate

31. (1) An applicant for a licence, or a licensee, may apply to the Board for permission from the Minister to expropriate, in accordance with the Expropriation Act, land or any interest in land in the Northwest Territories, except land in Nunavut, and

31. (1) Le demandeur ou le titulaire d'un permis peut demander à l'Office d'obtenir du ministre l'autorisation d'exproprier un bien-fonds dans les Territoires du Nord-Ouest — à l'exclusion d'un bien-fonds situé au Nunavut — ou un droit y afférent conformément à

Autorisation d'exproprier

where the Minister, on the recommendation of the Board, is satisfied that

la *Loi sur l'expropriation*; le ministre peut, par écrit, accorder cette autorisation lorsque, sur la recommandation de l'Office, il est convaincu :

1996, c. 10, s. 248(2)

(2) Subsection 31(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 31(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Avis au ministre compétent

(2) Dans le cas où le ministre accorde l'autorisation, le demandeur ou le titulaire de permis en avise le ministre compétent aux fins de la partie I de la *Loi sur l'expropriation*.

(2) Dans le cas où le ministre accorde l'autorisation, le demandeur ou le titulaire de permis en avise le ministre compétent aux fins 10 de la partie I de la *Loi sur l'expropriation*.

1996, ch. 10, par. 248(2)

Avis au ministre compétent

1996, c. 10, s. 248(2)

(3) Subsection 31(3.4) of the Act is replaced by the following:

(3) Les alinéas 31(3.4)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Mitigation of damages — enforcement of undertaking

(3.4) Where the applicant or licensee, in mitigation of any injury or damage caused or likely to be caused to lands by an expropriation, undertakes

a) abandonner ou accorder au propriétaire du bien-fonds ou à l'intéressé une partie de 15 ses biens-fonds ou du bien-fonds dont le demandeur ou le titulaire de permis prend possession, une servitude, active ou passive, ou un privilège relatif à ce bien-fonds ;

1996, ch. 10, par. 248(2)

(a) to abandon or grant, to the owner of the 15 lands or a person interested in the lands, any portion of its lands or of the land being taken or any easement, servitude or privilege over or in respect of the lands, and

b) construire et entretenir quelque ouvrage 20 pour le bénéfice de ce propriétaire ou de cet intéressé.

(b) to construct and maintain any work for 20 the benefit of the owner or interested person,

and the owner or interested person accepts the undertaking, the undertaking is deemed to be an undertaking referred to in paragraph 25 28(1)(b) of the *Expropriation Act*, and it may be enforced by the Board as if it were a condition of the licensee's licence.

111. Section 33 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

111. L'article 33 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Nunavut

(3) Paragraphs (1)(a) and (h) to (j) do not apply to Nunavut.

(3) Les alinéas (1)a) et h) à j) ne s'appliquent pas au Nunavut.

Nunavut

R.S., c. P-21

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

112. The schedule to the Privacy Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "Other Government Institutions":

112. L'annexe de la Loi sur la protection des renseignements personnels est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « Autres institutions fédérales », de ce qui suit :

Nunavut Water Board
Office des eaux du Nunavut

Office des eaux du Nunavut
Nunavut Water Board

1992, c. 40

Yukon Waters Act

Loi sur les eaux du Yukon

1992, ch. 40

113. (1) The definition “usager particulier” in section 2 of the French version of the Yukon Waters Act is repealed.

113. (1) La définition de « usager particulier », à l'article 2 de la version française de la Loi sur les eaux du Yukon, est abrogée.

(2) Section 2 of the French version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) L'article 2 de la version française de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« usager ordinaire »
“instream user”

« usager ordinaire » La personne qui utilise les eaux, pour subvenir à ses besoins ou se constituer un revenu, sans toutefois les détourner, les obstruer ni modifier leur cours, leur rives ou leur lit.

« usager ordinaire » La personne qui utilise les eaux, pour subvenir à ses besoins ou se constituer un revenu, sans toutefois les détourner, les obstruer ni modifier leur cours, leurs rives ou leur lit.

« usager ordinaire »
“instream user”

114. Paragraph 8(2)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

114. L'alinéa 8(2)(b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) par un usager ordinaire;

b) par un usager ordinaire;

115. Subparagraph 14(4)(b)(iii) of the French version of the Act is replaced by the following:

115. Le sous-alinéa 14(4)(b)(iii) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iii) des usagers ordinaires,

(iii) des usagers ordinaires,

116. Paragraph 15(2)(c) of the French version of the Act is replaced by the following:

116. L'alinéa 15(2)(c) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) les usagers ordinaires;

c) les usagers ordinaires;

117. Paragraph 21(1)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

117. L'alinéa 21(1)(b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) la modification d'un permis de type A qui n'aurait pas de répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau ou sur la durée du permis;

b) la modification d'un permis de type A qui n'aurait pas de répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau ou sur la durée du permis;

1996, c. 10,
s. 274(2)

118. (1) Subsection 31(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

118. (1) Le paragraphe 31(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Avis au ministre compétent

(2) Dans le cas où le ministre accorde l'autorisation, le demandeur ou le titulaire de permis en avise le ministre compétent aux fins de la partie I de la *Loi sur l'expropriation*.

(2) Dans le cas où le ministre accorde l'autorisation, le demandeur ou le titulaire de permis en avise le ministre compétent aux fins de la partie I de la *Loi sur l'expropriation*.

1996, ch. 10,
par. 274(2)

Avis au ministre compétent

1996, c. 10,
s. 274(2)

(2) Subsection 31(3.4) of the Act is replaced by the following:

(2) Les alinéas 31(3.4)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Mitigation of damages — enforcement of undertaking

(3.4) Where the applicant or licensee, in mitigation of any injury or damage caused or likely to be caused to lands by an expropriation, undertakes

a) abandonner ou accorder au propriétaire du bien-fonds ou à l'intéressé une partie de ses biens-fonds ou du bien-fonds dont le demandeur ou le titulaire de permis prend possession, une servitude, active ou passive, ou un privilège relatif à ce bien-fonds;

1996, ch. 10,
par. 274(2)

(a) to abandon or grant, to the owner of the lands or a person interested in the lands, any portion of its lands or of the land being taken or any easement, servitude or privilege over or in respect of the lands, and

b) construire et entretenir quelque ouvrage pour le bénéfice de ce propriétaire ou de cet intéressé.

(b) to construct and maintain any work for the benefit of the owner or interested person,

and the owner or interested person accepts the undertaking, the undertaking is deemed to be an undertaking referred to in paragraph 28(1)(b) of the *Expropriation Act*, and it may be enforced by the Board as if it were a condition of the licensee's licence.

Conditional Amendments

Modifications conditionnelles

Nunavut Surface Rights bill

119. If a bill, introduced in the second session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to establish the Nunavut Surface Rights Tribunal and to make consequential amendments to other Acts*, is assented to, then, on the coming into force of that Act, subsection 3(2) of this Act is replaced by the following:

119. En cas de sanction d'un projet de loi déposé au cours de la deuxième session de la trente-cinquième législature et intitulé *Loi concernant le Tribunal des droits de surface du Nunavut et modifiant diverses lois en conséquence*, à l'entrée en vigueur de ce projet de loi, le paragraphe 3(2) de la présente loi est remplacé par ce qui suit :

Projet de loi sur le Tribunal des droits de surface du Nunavut

Inconsistency with other Acts

(2) Where there is any inconsistency or conflict between this Act and any other Act of Parliament, except the *Nunavut Land Claims Agreement Act* and the *Nunavut Surface Rights Tribunal Act*, this Act prevails to the extent of the inconsistency or conflict.

(2) Les dispositions de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi fédérale, exception faite de la *Loi concernant l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut* et de la *Loi sur le Tribunal des droits de surface du Nunavut*.

Préséance de la présente loi

Bill C-25

120. If Bill C-25, introduced in the second session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act respecting regulations and other documents, including the review, registration, publication and parliamentary scrutiny of regulations and other documents, and to make consequential and related amendments to other Acts*, is assented to, subsection 33(3) of this Act is replaced by the following:

120. En cas de sanction du projet de loi C-25, déposé au cours de la deuxième session de la trente-cinquième législature et intitulé *Loi concernant les règlements et autres textes, y compris leur examen, enregistrement, publication et contrôle parlementaire, et modifiant certaines lois en conséquence*, le paragraphe 33(3) de la présente loi est remplacé par ce qui suit :

Projet de loi C-25

Non-application of Regulations Act

(3) The regulatory process set out in the *Regulations Act* does not apply to the rules of the Board.

(3) Les règles de l'Office sont soustraites au processus réglementaire prévu par la *Loi sur les règlements*.

Dérogation à la *Loi sur les règlements*

SCHEDULE I
(Subsection 2(1))

For the purposes of the definition “designated Inuit organization”, the following are the provisions of this Act and the corresponding provisions of the Agreement:

<u>Provisions of Act</u>	<u>Provisions of Agreement</u>
subsection 12(1)	section 20.2.4
subsection 13(3)	section 13.3.1
subsection 16(2)	section 13.3.1
section 18	section 13.3.1
paragraph 47(3)(d)	section 20.2.4
section 62	section 20.3.1
section 63	section 20.4.1
section 66	sections 20.3.1 and 20.4.1
paragraph 74(2)(a)	section 20.2.4
paragraph 77(2)(b)	section 20.2.4

ANNEXE I
(paragraphe 2(1))

Liste des dispositions de la présente loi et des dispositions correspondantes de l’Accord pour l’application de la définition de « organisation inuit désignée ».

<u>Disposition de la loi</u>	<u>Dispositions de l’Accord</u>
paragraphe 12(1)	20.2.4
paragraphe 13(3)	13.3.1
paragraphe 16(2)	13.3.1
article 18	13.3.1
alinéa 47(3)d)	20.2.4
article 62	20.3.1
article 63	20.4.1
article 66	20.3.1, 20.4.1
alinéa 74(2)a)	20.2.4
alinéa 77(2)b)	20.2.4

SCHEDULE II
(Section 17)

I, _____, do solemnly affirm (or swear) that I will faithfully, truly, impartially and honestly and to the best of my judgment, skill and ability, execute and perform the duties required of me as a member of the Nunavut Water Board. (So help me God.)

ANNEXE II
(article 17)

Moi, _____, je déclare solennellement (ou jure) que j'exercerai avec fidélité, sans parti-pris, honnêtement et au mieux de mon jugement et de mon habileté les fonctions qui m'incombent en qualité de membre de l'Office des eaux du Nunavut. (Ainsi Dieu me soit en aide.)